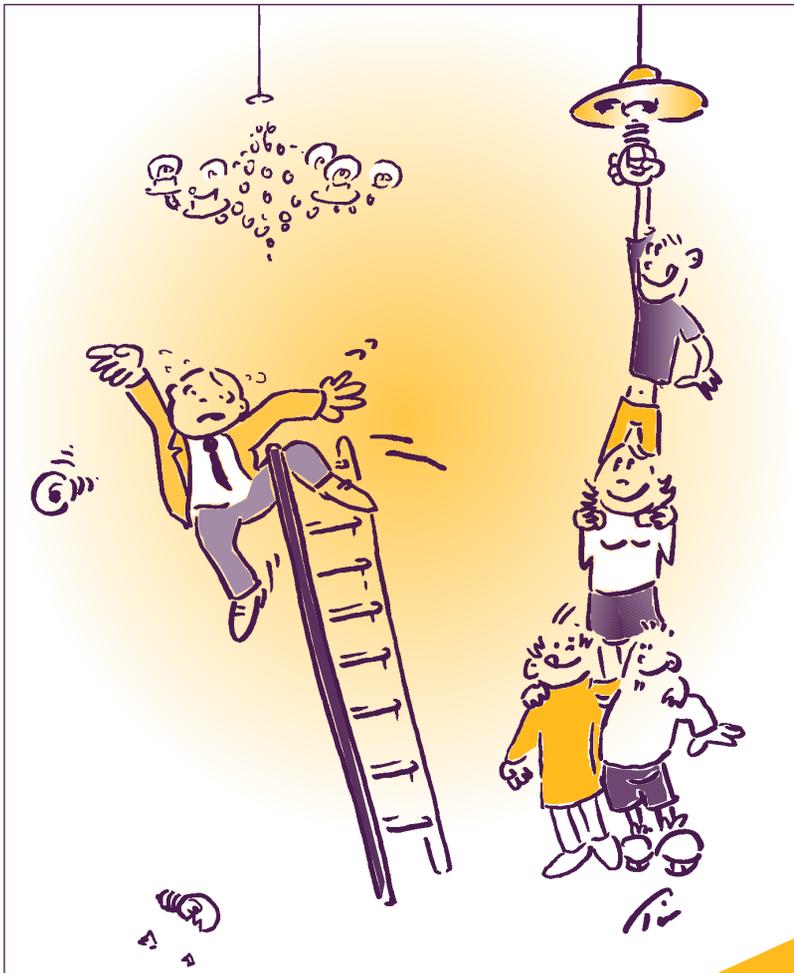


pour une économie solidaire !

n°45
janv/fév/
mars
2007

L'essentiel de l'économie sociale et solidaire en région Midi-Pyrénées



éditorial

Au début des années 1970, la formation ouvrait aux salariés un domaine d'approfondissement des compétences professionnelles, mais aussi d'épanouissement personnel, tout au long de la vie. Elle englobait formation professionnelle et éducation populaire. Le chômage était alors faible. En 2007, la priorité officielle n'est plus le perfectionnement ou l'épanouissement de la personne, mais la survie du chômeur. D'où la montée en charge de l'insertion, à la fois catégorie spécialisée de la formation et aussi, «insertion par l'économique», domaine fort de l'Economie Solidaire.

Aujourd'hui, la formation est devenue une catégorie administrative. Entendue voilà 35 ans comme une extension du Service Public, elle est aujourd'hui un produit dans un catalogue. Pour entrer dans les catégories des appels d'offres, elle s'est standardisée, intensifiée et technicienne de plus en plus. Sa mise en normes lui a fait perdre de vue une grande partie de son sens et de sa dimension. Elle tend à justifier des processus de sélection et d'exclusion sociale de plus en plus féroces. Elle est là pour produire des résultats, mais pas au-delà de ce qu'on lui a commandé. De nombreux formateurs se plaignent de disposer de moyens en constante régression : mais c'est la conception générale même de la formation qui s'est appauvrie. La formation générale et l'éducation populaire sont tendance ringardes.

L'«insertion», de son côté, devient la catégorie-poubelle ouverte aux exclus quand des solutions plus crédibles sont jugées impraticables. Mais il faut qu'elle coûte de moins en moins cher. Certains politiques n'hésitent pas à invoquer la solidarité et le bénévolat... quand on les croit synonymes de «moindre coût» voire de gratuité.

Qu'apporte l'Economie Solidaire ?

- Elle concrétise une ouverture et une proximité réelles avec les personnes. Sensible à l'ensemble de leurs dimensions et pas seulement à leurs étiquettes administratives, elle ouvre à la participation de tous, à tous les niveaux de réalisation et de décision.
- Elle permet de créer et d'expérimenter sur le terrain et à partir du terrain. Elle peut donc englober des expérimentations diverses, voire en apparence contradictoires. Elle ne masque pas le débat d'idées sous des catégories technocratiques.
- Elle concrétise la notion de parcours d'insertion pour les plus en difficultés et crée des emplois.
- Elle représente vis-à-vis des pouvoirs publics un ensemble d'interlocuteurs à même de dire et de montrer les conséquences humaines de la crise et de la lutte contre la crise. Elle rend les usagers plus actifs, plus acteurs, plus citoyens.

Dossier

La formation et l'économie solidaire



Reportage

3^e cycle
en économie
solidaire

sommaire détaillé en page 2

Jean Pierre CHOLLAT

Administrateur Adepés, Directeur de Travail différent

sommaire

Reportage 2

3^e cycle en économie solidaire

- Les entrepreneurs 2
- Les chargés de mission 4

Portrait 6

Philippe Derudder
Les 10 plus gros mensonges de l'économie

DOSSIER p 7 à 18

La formation et l'économie solidaire

- La formation intègre-t-elle les valeurs de l'économie solidaire ? 8
- Formation initiale et économie solidaire 12
- Formations universitaires en économie sociale et solidaire 13
- Formation dans l'insertion par l'activité économique : une dynamique partenariale en marche 16

Initiatives 19

Journées de l'économie solidaire à l'université de Toulouse II le Mirail

Brèves 22

Agenda 23

Bibliographie 24

- Ouvrages – Revues
- Site internet



Reportage

3^e cycle en Master Pro

Les entrepreneurs

Edith Alquier, le pot'Ethique, Mazamet (81)



Après le bac, j'ai fait un DEUG de Sociologie puis un DUT «Gestion du Développement et de l'Action Humanitaire» après quoi je me suis tournée vers l'Ethnologie. J'ai fait ma Maîtrise en Anthropologie économique sur les Systèmes d'Echanges Locaux (SEL) au Québec, c'est à ce moment là que j'ai découvert le «monde» de l'économie solidaire.

En entrant dans ce DESS, j'avais un projet que je souhaitais vraiment réaliser. Le fait d'être encadré par des professionnels et de travailler avec eux sur mon projet pendant un an me semblaient pertinent pour le faire avancer.

Cette formation apporte une connaissance du domaine de l'économie sociale et solidaire au niveau historique, gestion, droit, méthodologie de projet. Elle permet la rencontre avec des acteurs de l'ESS

en Midi-Pyrénées et aide donc à la constitution d'un réseau de professionnels.

Mais quand on sort de la formation, on n'est pas encore prêt à mettre en place son projet contrairement à ce qu'on pourrait croire avant d'y entrer !

Je pense que la journée organisée par les étudiants chaque année sur le thème «Et si on consommait autrement» est un plus pour la formation. C'est une bonne expérience qui permet de mettre en pratique ce qu'on apprend pendant la formation. Et c'est aussi une belle aventure humaine.

Après le DESS, j'ai décidé de me lancer dans la mise en place de mon projet. Cela a été un travail de longue haleine ! Des structures comme Etymon ou Adepés m'ont aidé dans la réalisation de mon projet à plusieurs niveaux. Etymon m'a suivi pendant 4 mois, ce qui m'a vraiment permis de concrétiser et Adepés m'a plutôt aidé au niveau de la recherche de financement.

Le projet : mettre en place un café associatif à Mazamet qui serait un lieu d'échange et de sensibilisation aux questions de l'économie solidaire. Ce lieu se divise en 4 pôles :

- Un café-tartinerie avec des produits biologiques locaux et issus du commerce équitable, nous proposerons des boissons et de la petite restauration.
- Une petite boutique présentant les produits proposés dans le café ainsi que des vêtements et de l'artisanat.
- Un espace de sensibilisation et d'information à travers un centre de documentation (livres, journaux...), des débats, des ateliers...
- Un pôle culture proposant régulièrement des concerts, spectacles, expositions... d'artistes locaux.

J'ai trouvé le lieu au mois de juillet 2006, c'est un local dans une ancienne usine où se trouve déjà une école de cirque. Depuis le mois d'août, nous rénovons notre local de 140 m². Nous faisons tout nous même au maximum avec des techniques d'écoconstruction (mur en paille, enduits à la terre et à la chaux...). Nous prévoyons d'ouvrir en mai ou juin.

E. A.

Contact

Edith Alquier

34, rue
Saint Jacques
81200
Mazamet

06 67 45 79 94
lepotethique@yahoo.fr



économie solidaire

La Nouvelle Économie Sociale,
Université Toulouse le Mirail

Reportage

EID
MASTER
PROFESSIONNEL
NOUVELLE
ÉCONOMIE SOCIALE



Stéphane Henin, LOCAL-IT, Lavaur(81)



C'est à l'occasion des Forums Sociaux Européens de Florence et de Paris, que j'ai vraiment commencé à m'intéresser à l'économie solidaire, à l'entreprendre et à travailler autrement. A l'époque, je dirigeais ONOCI, un studio de création multimédia, constitué en SARL avec trois copains fin 2000. Avec d'autres, j'animais le collectif ATTAC Paris 20. En février 2004, suite à de grosses difficultés financières, ONOCI ferme. Après dix ans d'activités professionnelles, diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Lille, étant passé, des achats internationaux dans la grande distribution, au développement d'un studio de création multimédia, installé à Lille puis à Paris, il m'a fallu admettre que je ne trouvais pas tout à fait ma place dans un cadre entrepreneurial conventionnel.

Le temps était venu de donner un autre sens à ma vie professionnelle et d'en profiter pour monter des projets en concordance avec mes idées. Un article à propos de la Journée de l'Économie Solidaire organisée à l'Université du Mirail en avril 2005 m'a fait découvrir le Master Pro NES (Nouvelle Économie Sociale). L'opportunité de nous installer en famille à Toulouse s'est présentée et j'en ai profité pour postuler et intégrer la formation.

Cette formation m'a permis de donner de la cohérence aux connaissances disparates que j'avais de l'économie solidaire, d'assimiler les fonctionnements particuliers des entreprises de ce milieu, de découvrir les réseaux qui animent l'ESS et de rencontrer des acteurs de terrain. Nouvellement arrivé dans la région, je sors du Master avec suffisamment de ressources pour participer ici aujourd'hui au montage d'un nouveau projet.

En octobre dernier, j'ai rejoint LOCAL-IT, un projet porté par l'association VIVIERS HAUT DEBIT basée dans le Tarn aux environs de Lavaur. Il s'agit de développer un opérateur de télécom coopératif en zone rurale dont l'objectif est de fournir un accès Internet haut débit pour tous dans des secteurs non desservis par l'ADSL et d'initier des usages de proximité en construisant une plate-forme locale de services.

Une SCIC est en cours de constitution pour associer usagers des services, collectivités publiques et salariés dans la gestion de la structure. Nous sommes actuellement à la recherche de financements pour couvrir les investissements d'infrastructures, en combinant des partenariats financiers, publics, privés, et non-monétaires. Notre réseau WiFi s'appuie exclusivement sur des logiciels libres et repose techniquement sur la solidarité entre voisins. Les services de covotage, d'échanges de services ou la création d'Intranet communautaire entre les écoles ou entre les mairies sur lesquels nous travaillons sont en cours de coproductions avec les futurs usagers. Des points d'accès publics gratuits à l'Internet vont être créés dans tous les villages raccordés.

S. H.

Pour plus d'informations sur LOCAL-IT

<http://www.viviershautdebit.net>

Viviers Haut Débit

Mairie

81500 VIVIERS-LÈS-LAVAU

Contact : Stéphane Hénin

s.henin@free.fr

05.61.62.72.93

Bruno Thouvenin Atelier Blanc, L'Isle Arné (32)

Après avoir obtenu un CAP plombier et un DUT tech de co et pratiquer pendant 20 ans différents métiers du bâtiment et en particulier le chauffage solaire, je voulais mettre en pratique un projet en économie solidaire. On m'a alors orienté vers le DESS Nouvelle Économie Sociale afin de le réaliser.

Cette formation m'a apporté une bonne dose de théorie pratique, permettant de faire le point quand on est pris dans des actions sans en voir toujours le sens, de prendre de la hauteur, d'élargir son point de vue, de se confronter à d'autres. Même si la durée de la formation ne permet pas de faire le tour de l'ensemble de cette économie, il y a moyen d'optimiser en travaillant assidûment. J'ai pu acquérir un bagage théorique complétant mes compétences techniques. J'ai alors transformé ma SARL en association, basculant dans une autre économie. Nous sommes actuellement 4 salariés et j'assume la fonction de directeur de l'Atelier Blanc.

La principale démarche d'économie sociale et solidaire est de mettre en pratique d'autres formes de consommation basées sur l'échange, la coopération, la mutualisation... tout cela dans le cadre de l'habitat. Qui se recoupe avec la démarche de l'éco-construction qui consiste à construire avec les ressources locales (matières, énergies, savoirs, culture locale, actuels et futurs habitants)

Ainsi nous accompagnons des projets individuels ou collectifs en fabricant les outils avec les participants.

Il faut tenir le cap, malgré toutes les difficultés, les compromis, les doutes, les erreurs que cela comporte. Le plus difficile à mettre en place c'est la gestion humaine, ça prend du temps de désapprendre la notion de hiérarchie, de savoir déléguer, coopérer...

Nous rencontrons surtout des problèmes d'ordre juridique à cause des matériaux non normés, donc non assurables, de la réglementation du travail pour les chantiers, des cadres rigides que nous essayons de faire évoluer en prouvant la plus-value sociale et environnementale de nos actions.

B. T.

Contact : Bruno Thouvenin

Atelier Blanc

Au village

32270 L'Isle Arné

05 62 67 66 17

atelierblanc@ouvaton.org

www.atelierblanc.org



Les chargés de mission

**Elodie Goury,
Etymon,
Toulouse (31)**



Je suis arrivée à Toulouse après avoir suivi un double cursus de droit et de langues étrangères à Grenoble. Entre temps, je suis partie à l'étranger pendant deux ans (Allemagne et Bolivie). En revenant je voulais compléter ma formation en gestion de projets.

C'est en cherchant comment appliquer au monde du travail des valeurs de vie, et des valeurs collectives que j'ai «découvert» l'économie sociale et solidaire.

J'ai trouvé dans ces pratiques une manière de mettre en forme et d'appliquer au quotidien la nécessité de remettre les activités économiques au service du lien social et de la vie politique. Et non plus l'inverse !

La formation du DESS «La Nouvelle Économie Sociale» du Mirail m'a attirée par sa particularité : chaque étudiant est lui-même porteur d'un projet relevant de l'économie solidaire.

Les cours de méthodologie de projet étaient directement appliqués et applicables aux différents projets des étudiants ; les cours de gestion et le montage financier des dossiers ont été pour moi des apports clefs de la formation. Le stage et l'organisation collective d'une journée ont complété cet aspect théorique par l'action.

Mon projet consistait en la création d'un service traiteur de cuisine internationale, et j'ai eu la chance pour mon stage avec l'ACSE (Association Columérine Socio Educative) d'accompagner un groupe de femmes de Colomiers dans leurs actions et réflexions vers la création d'une activité économique de restauration.

Aujourd'hui, après une étape dans la région de Bordeaux, je fais de l'accompagnement à la création d'activité : j'ai été embauchée tout récemment par l'association Etymon.

Pour faciliter l'accès à la création d'activité, l'association a créé une couveuse d'activité (qui permet aux porteurs de projet de tester leur activité dans des conditions réelles tout en ayant un statut salarié) et propose différentes formes d'accompagnements, pour développer une idée en projet, et/ou pour travailler à la viabilité d'un projet déjà bien avancé.

L'association est spécialisée dans l'accompagnement de projets collectifs, et de projets d'utilité sociale ayant une activité marchande quel que soient leurs statuts.

En accompagnant les porteurs de projets et par l'animation du réseau je suis dans le vif de l'ébullition des projets !

E. G.

Contact

Elodie Goury
Etymon,
36 rue Bernard Mulé
Tel: 05.61.80.27.82
Elodie.goury@etymon.fr

*Etymon vient d'ouvrir une
antenne dans le Volvestre,
à Cazères sur Garonne :*
Cécile Coste
Rue sainte Quitterie
Tel : 05.61.87.94.82
Cécile.coste@etymon.fr

**Anaïs Bourry,
Coopaname,
Paris (75)**



Ayant obtenu une Maîtrise de Sciences de Gestion, j'ai choisi une filière qui me permettait d'appliquer la gestion à mes valeurs.

Les apports de cette formation ont été les suivants :

- avoir une vision globale de l'économie sociale et solidaire
- rencontrer les professionnels lors des conférences organisées par le DESS qui m'ont permis de mieux comprendre le fonctionnement des différentes structures de cette économie.

Par ailleurs, le fait d'être avec des étudiants qui viennent d'univers complètement différents est une grande richesse. Les limites sont les suivantes :

- cela ne forme pas à la création d'un projet car cette formation est très théorique (mis à part les cours de comptabilité).
- Je n'ai pas vu la valeur ajoutée de l'apprentissage de l'économie et du montage de projet.

J'ai pu travailler dans différentes SCOP à la sortie de mon DESS :

- J'ai commencé mon expérience professionnelle à l'Union Régionale des SCOP Midi-Pyrénées Languedoc Roussillon
- J'ai ensuite travaillé pendant 6 mois à Kilya Informatique en tant qu'assistante de gestion.
- En parallèle, j'ai travaillé à la Coopérative d'Activités et d'Emploi spécialisée dans les métiers du bâtiment Coop'action. J'étais chargée de l'accompagnement et des formations d'entrepreneurs dans le développement de leurs activités.

- Actuellement, je suis à Coopaname, Coopérative d'Activités et d'Emploi généraliste en Ile de France. Je suis missionnée pour faire de l'accompagnement et des formations auprès des entrepreneurs salariés dans le développement de leurs activités. Je suis également responsable d'un établissement de la coopérative.

Le concept des Coopératives d'Activités et d'Emploi est peu connu et une partie de mon travail consiste à le faire connaître sur mon territoire. C'est un concept assez innovant. Cela implique que nous sommes en partie dans l'expérimentation, cela complique la tâche, mais c'est passionnant !

Ce domaine (ESS) peut avoir une connotation négative pour certains partenaires. Nous sommes de temps en temps considérés comme «des rigolos qui font dans le social». Il est difficile de faire reconnaître la vraie alternative de cette économie sociale et solidaire.

A. B.

**Pour plus de renseignements
et d'information sur les coopératives d'Activités
et d'Emploi :** http://www.avise.org/IMG/pdf/CAE_coll_ChEA_Def.pdf
Contact : Anaïs BOURRY,
Chargée de mission Coopanam

économie solidaire

La Nouvelle Économie Sociale,
Université Toulouse le Mirail

Reportage

EiD
MASTER
PROFESSIONNEL
NOUVELLE
ÉCONOMIE SOCIALE



Nadine Messias,

Centre de formation du stade
toulousain rugby, Toulouse (31)



J'ai validé une licence et une maîtrise sociologie/économie avant d'effectuer le DESS «Nouvelle économie Sociale» de l'Université Toulouse le Mirail.

J'ai choisi ce DESS car il se rapprochait du domaine dans lequel je souhaitais travailler. Ce qui m'a également attiré était l'expérimentation de l'ingénierie de projet, connaissance que j'utilise dans mon travail aujourd'hui. Un des aspects intéressants du DESS était les rencontres régulières avec des acteurs de l'ESS.

Une des limites était, pour ma part, un décalage entre le monde des «études» et la «vraie vie». Nous avions une méthodologie et des repères nous permettant de monter notre projet, de créer notre propre emploi. Mais pour un «jeune diplômé», n'ayant pas d'expérience du monde professionnel, pas de réseau, etc., cela me paraît difficile. Cette méthodologie peut s'appliquer, il me semble, pour développer des projets au sein d'une structure existante.

Ce DESS comporte effectivement une «valeur ajoutée», de part son domaine, l'ESS, replaçant l'Humain au cœur des problématiques économiques, le but étant de développer ce type d'économie autour de projets innovants.

Suite à ce DESS, je souhaitais me faire une expérience professionnelle dans le domaine de l'insertion. Après avoir recherché un emploi pendant 4 mois, j'ai été embauchée par le Centre de Formation du Stade Toulousain Rugby pour travailler sur l'ingénierie et la mise en œuvre d'un projet nommé «Rugby Emploi».

Ce dispositif, initié par la Fondation du Sport, a pour but d'accompagner un groupe de jeunes «en difficulté d'insertion» dans :

- La reprise de confiance en eux, la revalorisation des savoir-faire et des savoir-être.
- L'intégration sur le marché de l'emploi.

Huit jeunes, issus de la Mission Locale de Toulouse, partenaire de l'opération, sont sélectionnés en fonction de la pertinence de leur projet professionnel et de leur motivation.

Nous avons créé un dispositif de 6 mois mêlant périodes de formation au club et périodes d'immersion en entreprise.

En formation, un premier volet concerne la prise en charge d'un projet événementiel au sein du club par les jeunes (pouvant avoir une dimension éducative, sportive ou culturelle). Le but est de favoriser la dynamique de groupe et de les intégrer au sein du club grâce au levier : «être acteur de son projet». Un deuxième volet concerne les techniques de recherche d'emploi où nous travaillons notamment sur l'expression orale et un troisième volet concerne la dimension citoyenne (sensibilisation à la participation aux élections, passer la formation aux premiers secours, etc.).

Ensuite, le club sollicite son réseau d'entreprises partenaires pour la recherche de stage et la recherche d'emploi.

Ce programme est un «starter» qui a permis, l'an dernier, à 5 jeunes de trouver un emploi. Il est reconduit cette année.

Cependant, ce contexte original a présenté, au départ, la difficulté de créer des relations de confiance entre les membres d'un club de haut niveau et les jeunes. Petit à petit, les temps d'échanges ont permis à chacun de modifier les représentations et stéréotypes, combat que nous devons également mener pour sensibiliser les entreprises.

La Fondation du Sport et le club ont co-financé l'expérimentation de l'opération. Aujourd'hui, pour la pérennisation et l'essai du projet, nous devons trouver d'autres sources de financement.

N. M.

Et les autres...

Hélène TOURMENTE, Responsable
Actions culturelles

CRICAO

Permettre à tous les publics de découvrir les richesses des arts et des cultures d'Afrique noire

36, rue Bernard Mulé - 31400 Toulouse

05 61 54 30 47 - cricao.anim@free.fr

Anne CHAUVARD

Mondovelo

Concevoir et développer des voyages au Cambodge à vélo.

36 rue Bernard Mulé - 31100 Toulouse

mondovelo.asso@yahoo.fr

Thomas NIVERT,

Chargé de mission

UREI Union Régionale
des Entreprises d'Insertion

Fédération des entreprises d'insertion de Midi-Pyrénées

Maison de l'économie solidaire

73 chemin de Mange-Pommes

31520 Ramonville Saint-Agne

05 61 73 14 14 - ureimp@wanadoo.fr



Carole Rio, Chargée de mission

Association Camino

Accompagnement des porteurs
de projet

Plate-forme

Empalot Initiative

et Création

23 rue de Grasse - 31400 Toulouse

05 61 14 62 23 / 06 80 45 82 85

c.rio@camino-mp.org

www.camino-mp.org



Sigrid Veland

chargée de mission

économie sociale et

solidaire, **Maison de l'emploi de Perpignan**

12 rue Pierre cartelet

66000 Perpignan

S.veland@mde66.fr - www;mde-perpignan.fr



Claire Landat, Alexandra Veland

Chargées de mission

Adepés, Agence pour le Développement
et la Promotion de l'Economie Solidaire

en Midi-Pyrénées

Maison de l'Economie solidaire

73 chemin de Mange-Pommes

31520 Ramonville Saint-Agne

05 61 75 16 76

Claire.landat@adepes.org

Alexandra.veland@adepes.org



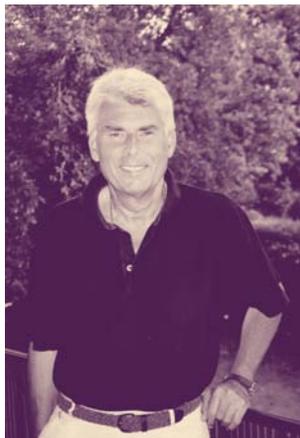
La liste n'est pas exhaustive...

Voir sur le site de Cerises :

www.univtlse2.fr/cerises/download/cat.php?idcat=24



Portrait



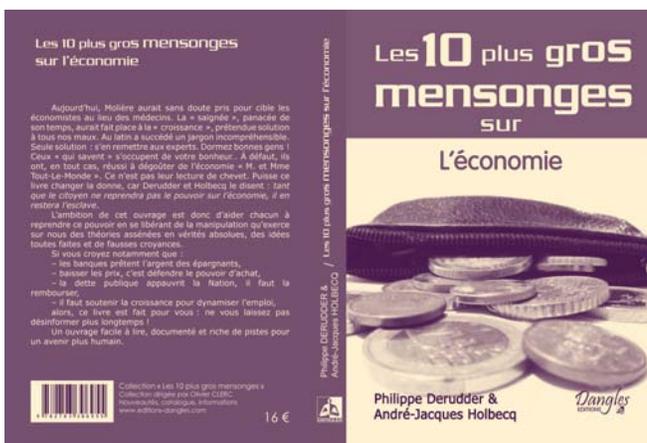
Philippe Derudder Les 10 plus gros mensonges de l'économie

Je suis issu d'un milieu bourgeois. J'ai vécu toute ma jeunesse dans le contexte des «30 glorieuses» et quand j'ai commencé à travailler, j'étais plein d'espoir et heureux de vivre mon époque. Des ruines qu'avaient foulé mes premiers pas, avaient ressurgi peu à peu des maisons, de magasins, des rues et des lumières. Au tout début de ces années 70 quand j'ai commencé à travailler, il y avait non seulement du travail pour tout le monde, mais du travail bien payé en général, assorti de toutes sortes d'avantages sociaux conquis pendant cette période de reconstruction. Mais ce n'était pas tout. Quand mes grands parents me parlaient, pourtant ils étaient nés à la fin du XIX^e siècle... c'était hier... ils me décrivaient un monde qui me paraissait plus proche du Moyen-âge que ce que je connaissais. Pas un jour sans une nouvelle découverte, un nouveau progrès en médecine, une nouvelle technologie. Les biens de confort envahissaient de plus en plus les foyers y compris modestes et je croyais vivre l'aube d'un Eldorado. C'est en 1980 que j'ai pris la direction de l'entreprise familiale. Le monde avait déjà subi les deux crises pétrolières mais je croyais toujours aussi fort que le système capitaliste libéral allait nous conduire à la «Terre promise». Les années 80 m'ont fait déchanter. Tandis que mon entreprise se développait, tandis que le monde ne cessait de produire toujours plus, tandis que les connaissances s'étendaient et les technologies relevaient tous les défis, la misère, elle, gagnait du terrain, le chômage, la précarité et l'exclusion s'installaient dans la «normalité» du paysage, tout cela sur fond de violences et de dégradation de la planète. Il y a avait là une contradiction qui m'échappait : comment l'humanité, maintenant forte de moyens colossaux dans tous les domaines, pouvait-elle échouer à ce point à créer les conditions de suffisance et bien être pour tous ? Ce constat a annihilé ma foi dans le système et, souhaitant comprendre et contribuer à un avenir plus prometteur, j'ai démissionné de toutes mes fonctions en 92. Les expériences qui découlèrent de ce choix m'ont amené à comprendre que misère et abondance ne sont pas une fatalité mais dépendent étroitement de notre façon de penser. Aujourd'hui par exemple, les problèmes auxquels se heurtent les hommes ne viennent que de deux postulats faux : la croyance en des ressources planétaires infinies et la croyance dans la rareté de l'argent. Si telle semblait être la réalité pour les fondateurs du capitalisme libéral au début du XIX^e siècle; rien ne se révèle plus faux aujourd'hui. Nous savons maintenant que les possibilités de la planète sont limitées; et que l'argent est infini... mais cela est moins su en revanche (voudrait-on le taire ?)

C'est le changement de regard auquel nous invite la spécificité de notre époque qui est au coeur des ateliers, conférences et livres que je propose. C'est le conditionnement mental suicidaire dans lequel les citoyens sont tenus que j'ai voulu dénoncer en écrivant, avec mon ami André Jacques Holbecq, «les 10 plus gros mensonges sur l'économie». Car l'économie moderne est un dogme aussi puissant que ceux de l'église sous l'ancien régime et qui véhicule tout autant de fausses vérités. Il est impérieux de s'en affranchir.

L'économie sociale et solidaire dans laquelle j'inscris mon action est elle-même victime de cette contradiction. Si l'on veut vraiment un monde réconcilié sur une terre respectée alors seule l'économie sociale et solidaire devrait exister. Car peut-on conjuguer solidarité avec compétition ? Voilà un écueil qui ne lui permet pas de manifester son vrai potentiel. Tant qu'elle sera enfermée dans la logique globale de compétition et de rentabilité elle ne sera que la « BA » que le système consent à soutenir pour se donner bonne conscience et laisser croire que le capitalisme peut être à visage humain. Il est plus que temps que l'économie mondiale devienne uniquement sociale et solidaire, c'est possible si nous le voulons et c'est ce que nous tâchons de démontrer entre autre dans ce livre.

Ph. D.



Contact : Philippe Derudder – derudder@lhed.fr

Animateur de l'homme en Devenir sarl. Cabinet de formation et de l'association AISES (Association Internationale pour le Soutien aux Economies Sociétales) dont le but est de promouvoir les recherches et actions favorisant le développement d'économies au service de l'homme et de la planète

Auteur de 4 livres : «La Renaissance du plein emploi ou la forêt derrière l'arbre» paru chez Trédaniel en 97 - «Les aventuriers de l'abondance» prix spécial 2000 Christian Vidal pour une alternative de vie, sorti chez Yves Michel, «Rendre la création monétaire à la société civile» également paru chez Yves Michel et «les 10 plus gros mensonges sur l'économie» qui vient de sortir chez Dangles.

La formation et l'économie solidaire



Dans cette approche collaborative, la nécessité d'aborder autrement la formation est indéniable, la place du collectif dans la formation devient essentielle, il ne s'agit plus d'ingurgiter des savoirs découpés selon les disciplines, mais d'organiser ces savoirs pour les mettre au service d'une action.

La formation intègre-t-elle les valeurs de l'économie solidaire ?

Adepés a choisi de travailler sur le lien entre la formation et les valeurs de l'économie solidaire. Christian Lefeuvre jette un regard sur l'évolution de la formation, ses limites et les acteurs qui ont décidé de faire autrement.



Conférence sur l'agro-économie à l'Université de Toulouse le Mirail.

«L'économie solidaire» est un terme récent, il a commencé à se diffuser en 1998, à l'occasion de l'appel lancé par Jean Louis Laville, sociologue et professeur au CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers) et co-directeur du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique)-CNAM) à Paris, dans le Monde. L'économie solidaire revendique des valeurs propres, mais elle en partage un certain nombre avec des mouvements qui l'ont précédée : l'économie sociale et le mouvement coopératif, l'économie alternative qui s'était incarnée dans le mouvement du REAS (Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire), l'éducation populaire, le développement local, le développement harmonisé tiers-mondiste, pour ne citer que ceux qui me reviennent à l'esprit. Ce qui est commun à l'ensemble de ces mouvements c'est qu'ils ont été très peu intégrés à la formation initiale, l'école, le lycée, et à la formation supérieure universitaire et les grandes écoles. Ce n'est donc pas la jeunesse du mouvement de l'économie solidaire qui explique qu'on se pose cette question.

De mon point de vue d'acteur à la fois de l'économie solidaire et de l'éducation populaire et de mes propres connaissances autodidactes je répondrai par quatre questions :

- la quasi-absence de l'économie dans l'enseignement signifierait-elle que l'économie est une matière dangereuse ?
- au delà de l'enseignement basé sur l'acquisition de savoirs intégrés dans des programmes, peut on envisager une formation liée à l'action ?
- le sens de toute formation se limite-t-il aux acquis de l'individu qui la suit ou sert-il un projet collectif ?
- les expériences de terrain de l'économie solidaire peuvent-elles nourrir l'enseignement secondaire et supérieur et la recherche universitaire ?

Ce que je développe au sujet de l'économie solidaire peut tout à fait s'appliquer à l'éducation populaire, à l'économie sociale, au mouvement coopératif.

L'Économie matière dangereuse ?

L'économie qui domine notre quotidien ne fait pas l'objet d'un enseignement en tant que tel pour tous les élèves de France, étrange non !

Chacun d'entre nous peut constater le peu de place faite à l'enseignement de l'économie à tous les niveaux de l'enseignement en dehors des filières spécifiques préparant nos futurs spécialistes de l'économie de marché. Donc à part les économistes, les juristes, les commerciaux, les hauts fonctionnaires et les futurs «politiciens professionnels», il n'y aurait pas besoin d'enseigner l'économie, en tout cas pas à la masse du peuple de France. A quoi bon d'ailleurs, quand l'économie est considérée comme un «ordre naturel» qui mécaniquement fonctionne «pour le bien de tous» ! Pour qu'elle fonctionne bien, il faut juste qu'elle soit bien gérée, par de bons spécialistes... Donc il n'est pas nécessaire d'y introduire quelque espace critique, pas question d'enseigner les théories des méchants marxistes, surtout depuis la chute du mur de Berlin, et pas question non plus de perdre son temps avec les utopistes aux théories inefficaces et aux rêveurs divers. Un modèle unique coercitif n'a pas besoin d'être enseigné aux masses qui le vivent, il suffit de l'enseigner à ceux qui le font fonctionner. Bien sûr je caricature, il reste des espaces pour se former, les enseignants sont ouverts, ... mais l'enseignement reproduit en partie le modèle unique et s'ouvre encore trop peu aux autres expériences économiques. Moi même je me suis formé au niveau de l'économie politique en dehors de l'école, dans l'éducation populaire, à Culture et Liberté. Culture et Liberté association d'éducation populaire liée au mouvement ouvrier, s'est donné à ses origines comme priorité de former les militants ouvriers et les militants syndicaux aux questions économiques et sociales. J'ai ensuite pu poursuivre ma formation d'agent de développement local avec le Collège Coopératif d'Henri Desroches, adossé à l'Université. Le Collège Coopératif, c'est l'esprit coopératif intégré dans l'enseignement. Henri Desroches et le Père Lebret d'Economie Humanisme ont œuvré, souvent ensemble et à un niveau international, pour réintroduire au cœur de la pensée économique la question des valeurs. Aujourd'hui, je pourrais poursuivre un Master avec CERISES à l'université du Mirail... On peut donc se former en dehors d'un cursus au service de la pensée unique d'un système économique naturel qui réglerait à lui seul les questions posées par le vivre en société.

L'adhésion totale au système capitaliste libéral n'est donc pas encore obligatoire.

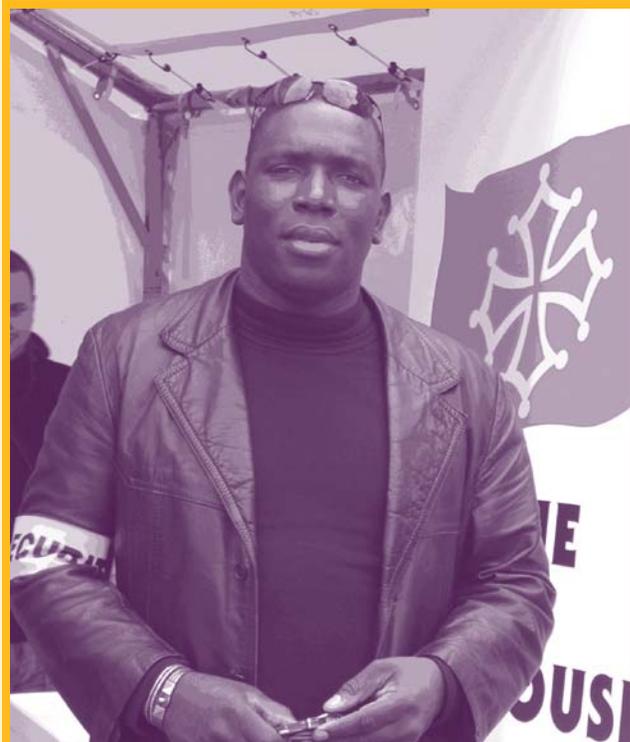
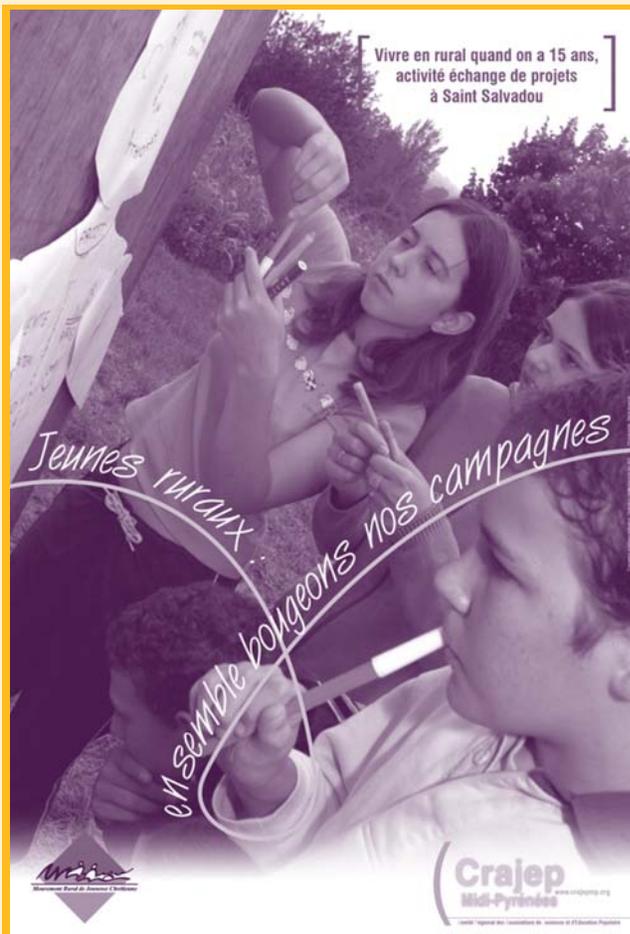
Ce que je voulais faire ressortir dans mon propos est que la majorité de l'enseignement est encore axée sur la reproduction du système dominant, et que les autres approches d'économie politique et de développement sont toujours en marge.

La formation-action dans l'enseignement



La formation initiale à l'école est principalement organisée autour de la transmission de savoirs et savoirs-faire, autour de matières et de programmes. Cela permet par exemple d'aborder la question des Organismes Génétiquement Modifiés dans un cours de biologie sans se soucier de la question de l'environnement et de l'économie, sauf si le professeur de biologie va au-delà du cours qu'il est censé dispenser. Pourtant depuis l'école de Chicago qui a fondé les bases de l'écologie urbaine et les travaux de Bourdieu dans la Misère du Monde, pour ne citer qu'eux, on sait que la compréhension de l'environnement humain est entrée dans la recherche et la formation. Les mouvements coopératifs avec Charles Gide et l'Ecole Nouvelle ont démontré que l'apprentissage à partir de l'apprenant, à partir de l'analyse de l'environnement social étaient possibles et donnaient d'excellents résultats. L'éducation populaire a affiné ses expériences dans divers courants, ceux d'origine chrétienne ont développé le voir-juger-agir de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne et la pédagogie de l'opprimé : Peuple et Culture propose l'entraînement mental comme base de développement de l'esprit critique ; les CEMEA (Centre d'Education aux Méthodes d'Education Actives) ont promu les méthodes éducatives nouvelles ... Les Universités populaire, les associations d'éducation populaires ont formé un grand nombre d'autodidactes et de socio-didactes apprenant au contact des autres et par l'analyse des situations). Il est bien connu que le MRJC, Mouvement Rural des Jeunes Chrétiens (anciennement JAC, Jeunesse Agricole Chrétienne) a formé la plus grande majorité des cadres des syndicats agricoles et des structures professionnelles agricoles. Se former ce n'est donc pas acquérir des savoirs détachés de la vie mais cela doit permettre de mieux se situer dans son environnement, d'y prendre des responsabilités. Cette conception de la formation est tournée vers l'action, on se forme pour agir, la formation prend alors un sens collectif. Le savoir acquis n'est plus mobilisé pour la seule promotion individuelle mais aussi orienté vers une promotion collective. Le développement personnel, n'est plus un but en soi, il est aussi mobilisé pour agir, pour prendre des responsabilités, pour mener des changements.

Or, notre formation initiale est principalement organisée pour reproduire le système en place, et former ses exécutants. Elle ne cherche donc pas à s'ouvrir à la prise de responsabilité, en dehors de l'élite.



Entrepreneur accompagné par EIC : Magloire Sitou, AKE Security, entreprise de sécurité des biens et des personnes

Ce qu'on attendrait en tant que porteurs des valeurs de l'économie solidaire serait une école tournée vers l'action et la responsabilité : vers l'action citoyenne. La formation économique n'étant pas assurée, une éducation à la citoyenneté économique est encore plus aléatoire, laissée à l'initiative individuelle ou de petits groupes, le plus souvent en dehors des grandes structures éducatives.

Le sens de la formation, au service de quel projet ?

Des deux premières questions posées, il ressort que la formation n'est pas et ne peut pas être neutre. La formation est de fait au service d'un projet de société. La formation des élites et des exécutants doit permettre de reproduire la société. La principale valeur sous-tendue par la société capitaliste marchande est la compétition, illustrée par la compétition économique pour rentabiliser au maximum. Ce modèle est appliqué à l'école, et même avec 80% de jeunes au niveau du Baccalauréat et des mesures pour redonner des égalités des chances, il y a toujours des gagnants et des perdants. Les modèles que l'économie solidaire, l'économie sociale, le mouvement coopératif et l'éducation populaire prônent, défendent les valeurs de solidarité de coopération, de promotion collective. En mettant la formation au service d'un projet de coopération entre les acteurs de la société il devient clair que la formation prend un tout autre sens. Par exemple une pédagogie de l'action qui associe les producteurs et les consommateurs pour le développement de circuits courts, va nécessiter de mobiliser des connaissances internes à deux groupes distincts, de les faire communiquer et de rechercher une autre rentabilité que la rentabilité économique classique d'une entreprise du CAC 40, indicateur de la bourse française, établi à partir des 40 entreprises les plus importantes.

Dans cette approche collaborative, la nécessité d'aborder autrement la formation est indéniable, la place du collectif dans la formation devient essentielle, il ne s'agit plus d'ingurgiter des savoirs découpés selon les disciplines, mais d'organiser ces savoirs pour les mettre au service d'une action. Bien sûr, on m'objectera que ce n'est pas le rôle de la formation initiale qui doit donner les bases de savoirs. Certes, mais il n'est pour autant pas interdit de former dès le plus jeune âge nos enfants et nos adolescents à coopérer dans un collectif, et à mesurer la dimension de la réussite collective comme complément et souvent support d'une réussite individuelle.

Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est que même pour les adultes, pour ceux mis en difficulté par la société actuelle, la démarche de compétition est encore à l'œuvre, à travers la multiplication des mesures individuelles. Dans l'intervention auprès de ces publics, la part de la formation dans un collectif diminue. Trop chère ? Pas assez efficace ? La démarche qui consisterait à élaborer des solutions collectives est marginale. Pourtant l'abbé Pierre avec Emmaus a démontré que, même pour les plus exclus, on pouvait inventer des solutions qui leur soient propres. J'ai moi-même participé à des opérations d'accompagnement de groupes de gens de la rue

qui à partir d'un squatt officialisaient une opération d'auto-rénovation de leur habitat et de régularisation de leur statut d'occupant. Il y avait seulement en face une volonté politique locale qui le permettait. Ce fut un grand moment d'auto-formation, tant pour les squatteurs que les travailleurs sociaux qui les accompagnaient, certainement plus riches que des heures d'accompagnement individuel éparpillées.

Les liens entre l'enseignement et le terrain de l'économie humaine

Comment une expérience de terrain de ce type aurait-elle pu se prolonger par une formation-action, une diffusion dans les écoles de travailleurs sociaux, dans les écoles formant les élites politiques ? C'est finalement ma dernière question, celle d'alimenter les différents niveaux, secteurs et formes de l'enseignement des acquis d'une approche concrète, encore et toujours en construction de l'économie solidaire. Pour qu'au final l'éducation, forme aussi les acteurs dont l'économie solidaire a besoin.



Entrepreneure accompagnée par EIC : Tiana Raharison, cartes postales d'art

Chacun peut noter à la fois des manques dans le système d'enseignement et de recherche, et des espoirs nés des initiatives solidaires.

Je prendrai quelques exemples que je connais. Le niveau d'enseignement du bio, des circuits courts, est encore marginal dans l'enseignement agricole, principalement ouvert à l'agriculture intensive. Combien de jeunes du milieu rural qui aimeraient rester au pays ont entendu parler d'autre chose que de l'emploi salarié ?

En milieu urbain, l'expérience d'Empalot Initiative et Création à Toulouse montre que si on les accompagne, les initiatives peuvent éclore partout.

C'est un large mouvement qu'il faudrait accompagner et défendre, si le projet politique le permet, c'est à dire, en donne les moyens qui peuvent se décliner en quelques lignes d'actions simples que vous aurez à cœur de compléter :

- informer, faire de l'animation, dans les collèges, lycées, pour une orientation des élèves vers d'autres formes d'emploi, d'entreprises, de projets...
- introduire dans la formation générale, une formation économique plus large et plus ouverte aux formes de l'économie sociale et solidaire,
- développer les thèmes de l'économie solidaire dans les formations professionnelles : le bio, le commerce équitable, la création d'activité économique solidaire, le tourisme équitable, etc.
- promouvoir des pédagogies liant l'action à la formation,
- favoriser la coopération entre élèves, entre étudiants, avec des intervenants extérieurs à l'école...
- développer les recherches-action permettant d'inscrire l'action de terrain des acteurs de l'économie solidaire dans une recherche universitaire.
- développer la Validation des Acquis de l'Expérience en ce qui concerne les compétences nécessaires aux projets de l'économie solidaire.
- développer des ponts entre universités, écoles professionnelles, lycées, et mouvement coopératif, éducation populaire, initiatives solidaires, pourquoi pas en créant ou en renforçant, les Universités Populaires, les Collèges Coopératifs,...

Voilà les quelques idées que je soumetts aux lecteurs de la revue *Pour une économie solidaire !*, qui se chargeront bien sur de coopérer pour aller plus loin dans la réflexion et dans l'action, à partir de cette introduction pour le débat sur cette question de la prise en compte des valeurs de l'économie solidaire dans la formation.

C. L.

Contact

Christian
Lefeuvre
Culture
et liberté
Garonne

5 rue Boileau
31400
TOULOUSE

06 72 26 24 95

Formation initiale et économie solidaire

L'économie solidaire, c'est une manière d'organiser les échanges, une manière de vivre ensemble à laquelle nous avons à être préparés. L'économie solidaire suppose une culture du projet collectif dans le respect des autres et cette culture peut s'acquérir très jeune. Plusieurs mouvements pédagogiques se sont intéressés à cette question : parmi les plus connus on trouve les CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Actives), les FRANCAS dans le secteur éducatif, le GFEN (Groupe Français d'Education Nouvelle) et l'OCCE au niveau scolaire. <http://www.inrp.fr/mvtspeda/accueil.htm>



L'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE) est l'organisme national - créé en 1928 - qui fédère la vie et l'action pédagogique d'environ 50 000 coopératives scolaires et foyers coopératifs.

Plus de quatre millions d'enfants ou adolescents, de la maternelle au post-bac, rencontrent la coopération grâce à l'OCCE.

L'article 1 de la charte affirme que «l'Ecole, de la Maternelle à l'Université, a pour finalité, le développement de la personne et la formation du citoyen. Dans cette perspective, l'épanouissement de la personne et les pouvoirs réels du citoyen dépendront, non seulement de la nature des savoirs et des savoir-faire, mais également de la façon dont ils auront été construits».

Les coopératives scolaires désignent les classes organisées pédagogiquement selon les principes de la Coopération à l'Ecole - méthode active d'éducation morale, civique et intellectuelle. S'appuyant sur un certain nombre de pratiques (l'aide, l'entraide, le tutorat, la cotisation volontaire, le projet, le conseil de coopérative, par exemple), on peut définir la Coopération à l'Ecole comme un système cohérent de valeurs, d'attitudes et de pratiques donnant du sens à l'école et aux apprentissages.

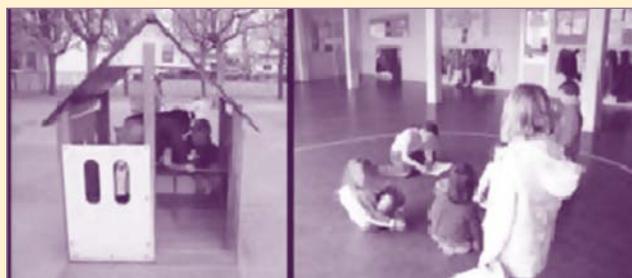
La fédération nationale anime le mouvement et propose des outils et des stages (échanges sur les pratiques des différents enseignants éclairés par un formateur, par exemple sur les projets

de théâtre à l'école, la création en classe de livres et les échanges avec d'autres classes, la création de vidéos scolaires etc.). Chaque enseignant peut solliciter un financement pour un projet s'il a une réelle dimension coopérative.

L'OCCE est organisé au niveau de chaque département pour favoriser des échanges locaux. Visitez par exemple le site de l'AD OCCE du Gers <http://occe32.free.fr/index.htm> : on y parle autant de développer l'estime de soi que de découvrir le monde économique (visite de CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole)).

En Haute-Garonne, un partenariat avec le CAUE31 a permis à des élèves de CM2 de retracer l'évolution de leur commune à Balma, et à ceux de Pechbusque de réfléchir à la manière d'aménager une cour d'école. Voir <http://occe31.chez-alice.fr/>

Dans la pratique, les enseignants qui animent une coopérative scolaire sont en dialogue avec leurs homologues dans d'autres écoles, mais peuvent se sentir isolés dans leur établissement.



L'Association Nationale de l'Ecole Nouvelle (ANEN)

regroupe en France 6 établissements qui ont un projet éducatif de la maternelle jusqu'au second cycle. Les pratiques pédagogiques sont assez similaires à celles des coopératives scolaires. Les principales différences résident dans la continuité de cette relation éducative de classe en classe, à la mise en place de pratiques communes interclasses et au fait que les parents d'élèves sont associés au fonctionnement de l'école. Ceux-ci peuvent construire des services d'entraide (transport des élèves, hébergement) et une réflexion sur leur rôle éducatif. Ainsi, ce mouvement crée une réelle solidarité entre parents, et un partenariat avec les enseignants assez intéressant. Voir le projet pédagogique http://www.ecole-laprairie.fr/article.php3?id_article=6

Jean François Guilbot,
secrétaire Adepés

Formations universitaires en économie sociale et solidaire

Depuis la fin des années 1990, nous assistons à l'émergence de formations universitaires en économie sociale et solidaire. Ce renouveau ne doit pas faire oublier les expériences antérieures de formation dans le domaine, et doit être resitué dans les importantes évolutions actuelles du secteur de la formation.



Table ronde sur les énergies renouvelables à l'Université Toulouse le Mirail

Dans *Tableau noir, résister à la privatisation de l'enseignement*, Gérard de Séllys et Nico Hirtt rappellent que pour l'OCDE, le secteur public aura la responsabilité «d'assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser».

Acteurs de l'ESS, les associations d'éducation populaire tentent de résister à cette polarisation entre populations rentables et populations non rentables, à l'image de l'AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville) : l'économie sociale et solidaire a un rôle important à jouer dans le secteur en expansion de la formation, afin de ne pas cloisonner les populations (faire du social d'un côté et de l'économique de l'autre). A Toulouse, l'association



LRF (Lieu Ressource Formation, www.lrf.asso.fr) y participe depuis plus de 20 ans par des offres de formation largement inspirées de mixité sociale.

Les formations en ESS constituent donc un enjeu de structuration du champ des initiatives solidaires et des entreprises sociales, une voie de promotion de pratiques qui ne subordonnent pas la prise en compte des dimensions, sociale, politique et culturelle des activités humaines au respect préalable d'un principe d'efficacité économique.

L'émergence de formations universitaires en ESS

A la fin du 19^e siècle, une certaine économie sociale avait place au Collège de France : la chaire d'Économie Sociale de Charles Gide.



Toulouse le Mirail) permet à des professionnels de participer à des dispositifs de recherche-action coopérative.

Dans les années 1970, Henri DESROCHE parvenait à retrouver une reconnaissance académique de l'économie sociale, mais c'est dans des structures innovantes, les Collèges Coopératifs, en marge de l'Université, qu'il développa l'essentiel de son activité. Par l'intermédiaire de ces structures, l'économie sociale était pionnière dans la mise en œuvre de parcours de formation continue, avant la mise en œuvre des dispositifs actuels de validation des acquis de l'expérience et des acquis professionnels. Aujourd'hui encore, les collèges coopératifs promeuvent une pédagogie coopérative qui permet aux personnes en formation d'être les acteurs de leur formation. On trouve également des points de convergence avec les universités rurales, telles que celle du Quercy Rouergue: son Diplôme Universitaire d'Études des Pratiques Sociales (en partenariat avec l'Université de



Face à l'inadéquation entre les formations de cadres d'entreprises et les besoins des structures d'économie sociale et solidaire, certains acteurs ont mis en place leurs propres formations. Le Centre des Jeunes Dirigeants en Économie Sociale et la Confédération Générale des SCOP ont créé des modules ou des parcours de formation. D'autres ont créé des écoles, à l'image de l'ESCAIA (École Supérieure de la Coopération Agricole et des Industries Alimentaires). Depuis la fin des années 1990, des formations de cadres spécifiquement adaptées aux besoins de l'économie sociale et solidaire ont été mises en place au sein même de l'Université et des Ecoles. Par exemple, l'ESCAIA a ouvert un Master 2 professionnel en partenariat avec l'Université de Montpellier 2.

Ce sont en effet avant tout des Masters 2 professionnels (ex-DESS) qui ont été créés. Le fait que l'Inter Réseau Insertion par l'Activité Économique juge nécessaire de créer son propre parcours de formation pour des cadres moyens montre encore aujourd'hui un manque de formations de niveau Licence.



FÉDÉRATION NATIONALE



Actuellement, les OPCA (organismes responsables de la formation continue) de l'économie sociale (Uniformation et Unifaf) renforcent leurs liens avec l'Université et avec les entreprises d'économie sociale du secteur de la formation. De plus, certains Masters professionnels en ESS bénéficient du versement de la taxe d'apprentissage par des entreprises de l'ESS. Selon Anne Lacord-Potet, déléguée générale de l'USGERES (Union des Syndicats et Regroupements d'Employeurs Représentatifs dans l'Économie Sociale) interrogée dans le n°26 (février 2006) de TESS, il est observé «une concertation de plus en plus poussée entre universitaires et professionnels».

Enfin, ajoutons que les professionnels et institutionnels de l'ESS renforcent leurs liens avec les écoles, collèges et lycées en élaborant des documents pédagogiques (www.creslr.org) et en organisant chaque année une «semaine de la coopération» à l'initiative de l'OCCE (Office Central de la Coopération à l'École, www.occe.coop).

Suite à un projet européen de recensement des formations en économie sociale en Europe, la Chambre Régionale de l'Économie Sociale de

Languedoc Roussillon s'est lancée dans une veille des formations dans le domaine. Elle a été rejointe par l'Université de Marne La Vallée (www.univ-mlv.fr/ecosoc), plus exhaustive sur les formations de niveau licence. La CRES Languedoc Roussillon a ainsi recensé 34 formations en ESS dont 15 en Masters 2 (ex DEA et DESS), les autres étant en Master 1 (ex-Maîtrise) et en Licences et diplômes universitaires. Environ 50 formations ont été créées dans des domaines connexes tels que le secteur sanitaire et social, la solidarité et l'humanitaire, le développement local.

Spécificités des formations en ESS

Nous pouvons appréhender les formations en ESS avec la même grille de lecture qui est utilisée pour aborder les initiatives solidaires et les entreprises sociales: la nécessité, le brouillage des catégories traditionnelles, l'agglomération d'activités, la mutualisation et l'ancrage territorial.

Les formations en ESS sont élaborées en situation de nécessité, construites par la remontée des besoins du terrain et la mise en place de nouveaux outils pédagogiques, et non dans une hiérarchie de haut en bas. Les structures de l'ESS sont souvent confrontées à la question récurrente suivante : orienter leur recrutement de personnels administratifs en fonction de leurs besoins techniques ou en fonction d'une adhésion aux valeurs de l'ESS. Ce dilemme n'est pas inconnu du secteur sanitaire et social et du domaine humanitaire. Alors que les fonctions d'encadrement étaient respectivement assurées par des travailleurs sociaux et par des volontaires, l'exigence de professionnalisation de ces fonctions s'est accompagnée de difficultés de recrutement. Face aux besoins, des Universitaires ont mis en place des formations de niveau Licence et Master qui répondent à cette demande de professionnalisation, en concertation avec les Acteurs de l'ESS. Les étudiants qui bénéficient de ces formations trouvent en majorité à travailler dans l'économie sociale et solidaire, preuve que les formations proposées ont réussi à s'adapter aux besoins du secteur.

Nous retrouvons ici la démarche générale des initiatives solidaires et des entreprises sociales : celle d'un désir d'innovation, en brouillant les frontières. Il ne s'agit pas de cantonner le sens d'un côté, la technique de l'autre, mais de penser ensemble les éléments qui doivent constituer une cohérence globale. La capacité des formations à se pérenniser malgré une forte augmentation de leur nombre, vient du fait que les personnes qu'elles accueillent sont non seulement issues de la formation continue mais également de personnes en reconversion professionnelle et de salariés du secteur en formation continue. Là encore, la plupart des formations recherchent une mixité des parcours, plutôt qu'un cloisonnement entre formation continue et formation initiale.

Les initiatives solidaires et les entreprises sociales mixant des dimensions économiques, sociales, culturelles et politiques obligent les étudiants à bénéficier des apports d'une équipe pédagogique pluridisciplinaire.

Les acteurs universitaires se sont regroupés dans un réseau interuniversitaire de l'ESS, avec des rencontres annuelles entre universitaires, praticiens et promoteurs de l'ESS (par ex : ADEPES). La dynamique de ce réseau a permis de mutualiser nombre d'outils de promotion de l'ESS. Par exemple Cerises (Centre Européen de Ressources sur les Initiatives Solidaires et les Entreprises Sociales) met en ligne sur son site internet (www.univ-tlse2.fr/cerises) des travaux de recherche d'acteurs du réseau. L'Université de Valenciennes a mis en place un campus numérique également réalisé à partir de contributions pédagogiques de l'ensemble du réseau (www.univ-valenciennes.fr/campus_ess).

Si des formations se spécialisent vers des familles de l'ESS ou des secteurs d'activité, bon nombre d'entre elles sont encore généralistes sur ce sujet accentuant les complémentarités entre les familles et secteurs. Ainsi, un étudiant porteur d'un projet de régie territo-

riale pourra réaliser l'importance du projet d'autopartage d'un collègue. Cela permet de mettre le doigt sur la notion d'agglomération d'activités autour de programmes communs : dans un même programme de construction de logements sociaux peuvent être mobilisées des structures de la finance solidaire, des entreprises d'insertion du bâtiment, des régies de quartiers, des coopératives d'habitants, etc.

Outre l'apport de compétences adaptées aux structures de l'ESS, les formations en ESS permettent donc de contribuer à la structuration d'un champ de l'ESS, d'autant que les liens entre les étudiants ne se résument pas à une année passée ensemble : les associations d'anciens étudiants tels que les Nessies à Toulouse 2 ou Prom'ess à Lyon 2 permettent aux étudiants de conserver des liens qu'ils retrouvent dans les structurations locales de l'ESS.

Cette agglomération d'activités se fait à des échelles territoriales qui permettent de trouver une certaine cohérence dans le développement local. Cette cohérence est recherchée aussi dans la démarche des Masters, selon Jacques Prades. Par exemple, à Valenciennes, une région économiquement sinistrée parmi d'autres, l'accent est mis sur des problématiques d'insertion et de création d'emplois. A Grenoble, où la Communauté d'Agglomération a une conception avancée de développement local, l'accent est mis sur la structuration des structures de l'économie sociale et solidaire. A Toulouse, dont le développement local est tiré par les innovations technologiques, la formation en économie sociale insiste sur la dimension innovation sociale. Des liens étroits sont tissés entre les formations et les structures de l'ESS. Par exemple, le Master professionnel La Nouvelle Economie Sociale est lié depuis ses débuts avec des structures de l'ESS telles que l'Union des Peintres, la Caisse d'Epargne, In Situ Consultants, Orque, la Maison des Initiatives, ou encore la société Iter et les anciens étudiants du Master sont présents dans de nombreuses organisations qui structurent le champ de l'ESS en Midi Pyrénées.

L'exemple d'une filière complète en ESS : Licence-Master-Doctorat

A l'Université Toulouse 2 Le Mirail, l'une des premières Licences bi-disciplinaires Sociologie-Économie a été mise en œuvre au milieu des années 1990 afin de rompre les cloisonnements disciplinaires. Aujourd'hui encore, rares sont les universités qui proposent un tel équilibre entre les disciplines. Cette Licence n'est pas une Licence professionnelle mais elle constitue néanmoins une ouverture incontestable sur le champ de l'ESS et a débouché sur la constitution d'une Maîtrise, aujourd'hui Master 1 «Economie Sociale, Innovations sociales et Développement local».

En 2000 a été créé l'un des premiers DESS spécialisé sur l'ESS. Devenu aujourd'hui Master 2 professionnel La Nouvelle Economie Sociale, il a été suivi de la création d'un Master 2 recherche Economie Sociale en 2005.

Enfin, le centre Cerises (Centre Européen de Ressources sur les Initiatives Solidaires et les Entreprises Sociales), créé en 1999 développe une activité de recherche appliquée, qui permet notamment l'accompagnement de doctorants sur les initiatives solidaires et les entreprises sociales.

Ajoutons à l'ensemble de ces formations la constitution en 2006 de la Cigales Cerisol (Club d'Investissement pour la Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire) ayant pour objectif d'appuyer la création d'initiatives solidaires et d'entreprises sociales par des étudiants issus du Master professionnel La Nouvelle Economie Sociale.

Tous ces dispositifs sont présentés sur le site de Cerises, www.univ-tlse2.fr/cerises ainsi que sur le site de l'UFR Sciences Espaces et Sociétés (www.univ-tlse2.fr/ufr-ses).

M. C.

Contact

**Marius Chevallier
CERISES**
Université Toulouse 2 le Mirail

5, allée de Machado
31058 TOULOUSE 1
05 61 50 38 42

cerises@univ-tlse2.fr

Formation dans l'insertion par l'activité économique : une dynamique partenariale en marche

Les Structures d'Insertion par l'Activité Economique œuvrent depuis plus de 20 ans à l'insertion sociale et professionnelle des personnes marginalisées et exclues du monde du travail en utilisant la complémentarité de la dynamique du travail salarié et de l'accompagnement socioprofessionnel.

Depuis 2003, quatre réseaux du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique en région Midi Pyrénées - la FNARS, le COORACE, les Chantiers Ecole et les Régies de Quartier - se sont constitués en inter-réseaux autour des objectifs suivants :

- Se coordonner, se concerter, assurer la planification d'actions d'insertion par l'activité économique dans le souci d'une logique d'insertion durable ;
- Promouvoir des actions de formation adaptées tant pour les salariés permanents des structures et les bénévoles, que pour les salariés en insertion ;
- Echanger des pratiques et des outils ;
- Développer des liens avec les secteurs économiques traditionnels dans la recherche d'un partenariat.

La formation d'encadrant technique

Soucieux de coordonner leurs actions, de renforcer leurs complémentarités et de développer la professionnalisation des salariés du secteur, le premier projet qu'ils mettent en place est l'organisation de la formation ETAIE sur la région.

Au sein des structures telles que les ateliers et chantiers d'insertion, les régies de quartier, ou les entreprises d'insertion, l'encadrant technique des activités d'insertion économique (ETAIE) est un agent de maîtrise chargé de la conduite des activités de production, couplée à la mise en situation professionnelle de personnes qui, en raison de difficultés de tout ordre qu'elles rencontrent, ne sont pas susceptibles d'être embauchées par les entreprises classiques et restent exclues du marché du travail.

Suite au travail mené depuis 1996 en régions Centre et Nord-Pas-de-Calais, sous le pilotage là aussi des réseaux régionaux de l'insertion par l'activité économique, la formation d'ETAIE devient un titre national homologué de niveau IV en 2002, que la FNARS et l'Efas (École de formation d'animateurs sociaux à Lille) sont habilités à dispenser.

En Midi Pyrénées en 2003, l'inter-réseaux impulse la dynamique en partenariat avec le Conseil Régional, les OPCA et le FSE.

Un groupe de 12 encadrants techniques, en poste dans les structures d'insertion de la région, intègrent la formation. 9 seront diplômés au terme de 50 jours de formation étalés sur un an.

En 2006, une nouvelle promotion ouverte à la Validation des Acquis de l'Expérience voit le jour.

Contact

**Hélène Ménard
COORACE
Midi-Pyrénées**

05 62 14 49 96
hmenard.cooracemp
@wanadoo.fr

La plateforme et l'accord triennal

Début 2007, sous l'impulsion de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et suite à une étude réalisée par l'AFPA concernant les besoins en formation du secteur, l'inter-réseaux s'élargit aux réseaux des Entreprises d'Insertion et des Jardins de Cocagne et constitue une plateforme proposant une action globale, cohérente et adaptée en matière de formation, sur 3 ans.

Ses services :

- Mettre en place des formations qualifiantes dans l'IAE : Encadrant Technique d'Activité d'Insertion par l'Économique (ETAIE), mais aussi Conseiller en Insertion Professionnel (CIP) ;
- Informer les employeurs du secteur de l'insertion par l'activité économique, et les salariés à travers un portail unique ;
- Faciliter l'accès aux titres professionnels par l'intermédiaire de la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ;
- Approfondir les besoins en formation du secteur de l'IAE, notamment via des actions de perfectionnement.

Le pilotage est assuré par les réseaux de l'IAE (FNARS, COORACE, Régies de Quartier, Chantiers Ecole, UREI et Réseau Cocagne) et l'ensemble des financeurs des actions de professionnalisation (DRTEFP, Conseil Régional, FSE, OPCA, Conseils généraux).

La mise en œuvre et la coordination administrative, financière et technique est mise en œuvre par, à ce jour, trois organismes de formation (FNARS Midi Pyrénées, AFPA et Institut Saint-Simon), pilotés par l'AFPA.

C'est donc dans le cadre d'un partenariat fort entre acteurs professionnels du secteur et institutions qu'est apportée aujourd'hui une réponse concertée aux enjeux prégnants de la professionnalisation dans le secteur de l'insertion par l'activité économique.

H. M.

Les membres de l'inter-réseaux IAE en Midi Pyrénées

MIDI-PYRÉNÉES



Contact : Laurent Durrieu
Tél. : 05 34 31 40 29
laurent.durrieu.fnars@wanadoo.fr

La Fnars Midi-Pyrénées

regroupe 72 adhérents, dont la majorité proposent des activités d'insertion par l'économique. Elle interpelle les pouvoirs publics (notamment au sein des CDIAE), favorise les échanges entre acteurs, met en place des actions de professionnalisation, réalise des missions de conseil et sensibilise l'opinion publique. La Fnars propose des commissions thématiques centrées sur les problématiques des publics (femmes, réfugiés, emploi-formation-IAE, santé, logement...) et permet aux différents acteurs de l'insertion d'échanger leurs pratiques et leurs expériences.

Comité National
de Liaison des
Régies de Quartier



Contact : Jean-François Mémier
Tél. : 05 63 91 92 92
jfmémier@montauban-services.org

Une Régie de quartier ou de territoire

regroupe en partenariat des Collectivités Locales, logeurs sociaux et habitants pour intervenir ensemble dans la gestion du territoire. Sa mission technique (entretenir, embellir la ville) concourt à un objectif plus global : recréer ou renforcer le lien social, mobiliser les acteurs, inventer des modes de gestion partagée, et surtout construire avec les habitants une citoyenneté active sur les territoires de vie. La région Midi-Pyrénées regroupe 8 Régies de Quartier et 2 Régies de Territoire.



Contact : Thierry Back
Tél. : 05 62 45 20 52
villac@hotmail.com

Chantier Ecole

regroupe des acteurs développant la pédagogie du chantier école dans leurs actions de formation et/ou relevant de l'insertion par l'activité économique, qui se structurent régionalement, au plus près de ses membres : 12 associations régionales ont été créées depuis 2000, et développent, à travers la mise en place de la Démarche d'Amélioration Qualitative, d'un Observatoire National et d'un Centre de Ressources, une meilleure connaissance de ceux-ci, de leurs bonnes pratiques et de leurs besoins.



Contact : Hélène Ménard
COORACE Midi Pyrénées
Tél. : 05 62 14 49 96
hmenard.cooracemp@wanadoo.fr

Le COORACE Midi Pyrénées

regroupe 35 structures d'insertion par l'activité économique - AI, ACI, ETTI - et de services aux personnes agréées qualité (labellisées Proxim'Services) sur la région. Le rôle du COORACE Midi Pyrénées est de représenter ces structures, de les soutenir dans leur développement et leur professionnalisation, notamment par le biais de la formation et de la démarche qualité Cèdre et de piloter des programmes d'actions régionaux d'insertion et de qualification.



UREI Midi-Pyrénées
Tél. : 05 61 73 14 14
ureimp@wanadoo.fr

L'UREI Midi-Pyrénées

fédère 41 EI/ETTI, positionnées sur le concurrentiel marchand (rémunération au SMIC et application des conventions collectives), conventionnées par l'État. L'UREI Midi-Pyrénées apporte à ses adhérents de l'Appui Conseil sur tous les registres de l'EI : Outils financiers/gestion, consolidation, diversification... ; Promotion et Accompagnement vers l'obtention du label qualité national Qualirei ; Formation continue des salariés... Elle accompagne également les porteurs de projets et informe les partenaires sur l'IAE en général, et plus particulièrement sur les EI.



Contact : Patrice Leonowicz
05 63 30 94 37
patrice.leonowicz@ozon82.com

Le Réseau Cocagne est un collectif national constitué de structures de l'insertion par l'activité économique qui partagent et défendent des valeurs communes en matière de refus des exclusions et de toutes discriminations. Ces acteurs mettent en œuvre, au bénéfice des femmes et hommes qu'ils accueillent, embauchent et accompagnent, des actions d'insertion par l'économie respectueuses des principes de développement durable : cohésion sociale, économie solidaire et respect de l'environnement.



EID
MASTER
PROFESSIONNEL
NOUVELLE
ÉCONOMIE SOCIALE

Journées de l'économie solidaire à l'Université Toulouse 2 le Mirail

Petit historique de la journée «Economie solidaire» organisée à l'Université Toulouse le Mirail par les Nessies, association des étudiants du Master La Nouvelle Economie Sociale.

Naissance du DESS «la nouvelle économie sociale»

A la rentrée d'octobre 2000 de l'Université Toulouse le Mirail, au sein du Département Sciences Economiques et Gestion, la première promotion du DESS¹ «La nouvelle économie sociale» comptait onze étudiants. Les étudiants avaient été - et sont toujours- sélectionnés sur dossier suivi d'une audition, avec comme critère important la nature et la qualité de leur projet de création d'une activité professionnelle dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Après plus de quinze années d'activité professionnelle comme chef de projet et formatrice dans le domaine², j'avais été engagée comme maître de conférences associée pour assurer la responsabilité pédagogique du diplôme et enseigner la méthodologie de projet. Il s'agissait d'explorer les étapes et les dimensions de la mise en œuvre d'un projet, de façon générique dans un premier temps puis de façon plus individualisée, l'objectif étant avant tout de former des cadres ou des entrepreneurs de l'ESS.

La pédagogie du projet

L'idée d'un travail collectif autour d'un projet commun est rapidement apparue comme la meilleure façon de mettre en pratique les éléments théoriques que je leur transmettais. Un projet de création d'une station de location de vélos à l'Université n'a pu déboucher. Le temps a manqué d'autant que le diplôme démarrait et cherchait ses marques.

Contact

Josette Combes

Consultante Etudes et formation
 Economie sociale et solidaire.
 Responsable pédagogique Master 2
 «La Nouvelle Economie Sociale» de
 2000 à 2006
 Université Toulouse le Mirail
 josette.combes@laposte.net
 Combes J., (2006), «Pour une autre
 rationalité économique : le rôle des
 consom'acteurs», ss dir Marc Humbert
 et Alain Caillé, *La démocratie au péril de
 l'économie, Economie et société*, Presses
 Universitaires de Rennes, p 235-246

La rentrée suivante, de triste mémoire (AZF, 21 septembre 2001) a été très perturbée et le projet commun a surtout consisté à mener à bien l'ensemble du cursus en dépit des difficultés du départ.

En 2002, convaincue de l'utilité d'un support commun d'application, j'ai proposé aux étudiants de travailler sur l'étude de faisabilité d'une sorte de «Biocoop», d'épicerie solidaire sur le campus de l'Université. Les étudiants considéraient l'idée intéressante, mais la somme de travail nécessaire incompatible avec la charge du DESS. D'autant que cette année-là, ils participaient très activement à l'organisation des troisièmes rencontres interuniversitaires de l'ESS qui ont eu lieu les 5 et 6 mars 2003 sur le thème de l'innovation.

L'auto-organisation en association

En revanche ils ont pris l'initiative de créer l'association «Les Nessies», regroupant tous les étudiants des différentes promotions qui se succèderaient.

A la rentrée 2003-2004, j'ai réitéré opiniâtrement ma proposition de projet commun. Les étudiants de la promotion «Mondragon» l'ont accueilli avec enthousiasme et après s'être concertés ont proposé d'organiser une journée de promotion d'une consommation responsable : «Et si on consommait autrement». La formule mise au point s'est reproduite à l'identique chaque année par la suite : une série de films sur le thème³, une conférence et des stands ouverts aux acteurs de l'ESS de Midi-Pyrénées. La première journée a rencontré un franc succès, notamment auprès des instances universitaires qui avaient accordé leur financement et les autorisations nécessaires.

Les étudiants sortants ont donc passé le relais à ceux de la promotion suivante («Herisson Bellor») et depuis, chaque année ce sympathique événement a été au rendez-vous, en dépit des aléas qui ont fait coïncider la date prévue très à l'avance avec une période de grève (notamment en avril 2005, en pleine turbulences du CPE)

Une identité qui se pérennise dans l'action

Les étudiants se sont chaque fois réparti les tâches : choix du thème, écriture du projet dont sa budgétisation, négociation avec les financeurs, recrutement des conférenciers et des stands, médiatisation et organisation logistique. D'année en année, ce temps fort de l'année s'est enrichi : ainsi un site www.nessies.net a été créé en 2006 et la journée a bénéficié de reportages télé et radio. Chaque promotion sortante transmet à la suivante les éléments qui permettent au nouveau groupe de bénéficier des acquis précédents.

Le principe est plébiscité comme la façon la plus efficace d'expérimenter les outils qui sont proposés dans la démarche méthodologique (de l'idée à la réalisation), mais surtout de stimuler la coopération au sein du groupe. Alors que l'enseignement universitaire reste fortement marqué par le face à face enseignant étudiant, sanctionné par la note sur travaux personnels, c'est l'occasion de mettre en pratique les principes de coopération, fondements de l'économie sociale et solidaire et de proposer le partage d'une réflexion utile et nécessaire sur l'avenir de l'économie.

Mon rôle a consisté à initier le processus, stimuler l'implication des étudiants, superviser les étapes et l'échéancier et participer le jour venu à l'animation, en fonction des besoins établis par les Nessies. D'année en année, le transfert entre étudiants a permis d'amplifier l'autonomie des étudiants.

Depuis octobre 2006, je ne suis plus en charge du Master 2. Je suis convaincue que l'édition 2007 se déroulera dans les meilleures conditions et sera l'occasion d'une rencontre entre étudiants, enseignants, professionnels, à la fois riche et joyeuse.

J. C.

1. Master2 «La nouvelle économie sociale» depuis 2005. Voir www.univ-tlse2.fr/cerises/formations

2. Développement de structures d'accueil pour les jeunes enfants dans les quartiers d'habitat social, programme national et européen, ACEPP Paris (1984-1995) Conseil et formation ESS en Midi Pyrénées depuis 1995.

3. mai 2004 «parce que tu ressembles à ce que tu manges», avril 2005 «parce que la planète n'attendra pas», mai 2006 «Economie solidaire et biens communs».

Programme

Journée sur l'économie solidaire
à l'Université de Toulouse le Mirail

Mardi 27 mars 2007

Thème : Economie et citoyenneté

EID
MASTER
PROFESSIONNEL
NOUVELLE
ÉCONOMIE SOCIALE

Présentation

L'association Nessies

Association créée en Avril 2003 par les étudiants du DESS «La Nouvelle Economie Sociale» dans le but de réunir les étudiants et anciens étudiants du DESS NES de l'Université Toulouse le Mirail.

Composition du bureau :

Présidente : Eva Gionis-Perreire

Secrétaire : Florian Viar Piova

Trésorier : Pascal Pavan

Une initiative qui a trouvé son public

Les trois éditions de la journée «Et si on consommait autrement ?» organisée par les étudiants du Master Professionnel (ex DESS) «Nouvelle Économie Sociale» de l'Université Toulouse Le Mirail ont démontré leur intérêt avec plus de 5000 visiteurs, 30 exposants, 1 conférence, 3 ateliers et 2 films lors de chaque journée.

Au programme de l'édition 2007

Comme chaque année, la rencontre entre universitaires, acteurs de l'économie solidaire, habitants du quartier et d'ailleurs, est proposée autour d'un thème. Celui de l'édition 2007 s'intitule **Économie et citoyenneté**.

Cette journée est programmée le **27 mars 2007 sur le campus de l'Université Toulouse Le Mirail**. Elle se veut l'occasion de découvrir, d'apprendre et de débattre dans le cadre de **projections de film, de conférences, et d'animations théâtrales**.

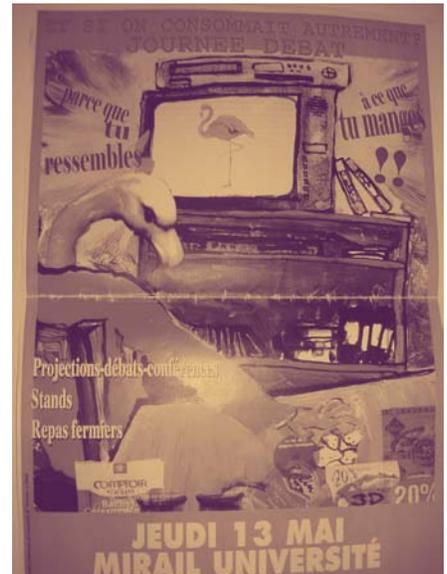
Tout au long de la journée, des exposants présenteront dans l'espace du **village solidaire leurs initiatives d'économie solidaire en Région Midi-Pyrénées**. Un repas bio sera proposé le midi par le restaurant universitaire, en lien avec la SCIC Resto Bio. La journée se terminera en toute convivialité avec un **apéritif concert**.

Le thème central de la journée : l'économie et la citoyenneté

La date du 27 mars n'a pas été choisie par hasard pour mettre en place une journée sous le thème de la citoyenneté. En effet, elle arrive un mois avant la première date des élections, nous nous trouverons dans une période importante où le mot citoyen sera utilisé à tort et à travers. Cette journée a pour vocation de présenter la citoyenneté à travers quatre dimensions:

- sociale
- environnementale
- politique
- culturelle

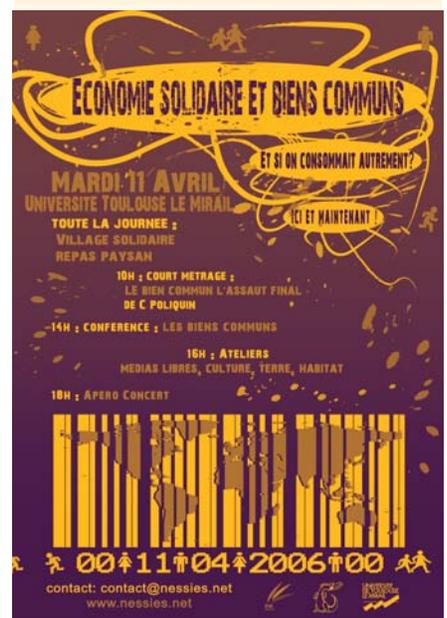
Ces thèmes seront abordés transversalement sous les angles du local et de l'international.



2004 : Economie solidaire et alimentation
Et si on consommait autrement ?
Parce que tu ressembles à ce que tu manges



2005 : Economie solidaire et environnement
Et si on consommait autrement ? Parce que la planète n'attendra pas



2006 : Economie solidaire et biens communs
Et si on consommait autrement ? Ici et maintenant !

Programmation

10h - 18h Ouverture du village associatif sur la pelouse près de l'arche de l'Université du Mirail. Chaque structure aura un stand, pour pouvoir présenter ses actions. Quelques zooms seront fait sur les associations ou structures souhaitant présenter leurs spécificités et leur appartenance à l'économie sociale et solidaire. Cette partie sera animée par l'association NESSIES.

Dans ce village, un espace particulier sera consacré à la présentation des différents programmes des parties politiques se présentant aux élections. Le but est de connaître leur opinion face à l'économie et surtout face à l'économie sociale et solidaire.

12h - 14h Repas biologique sera proposé par le restaurant universitaire de l'Université du Mirail, aidé par la SCIC Resto-Bio.

13h - 14h Une représentation théâtrale sera proposée par le collectif GRAAA (le Groupe de Recherche et d'Action sur l'Agriculture, l'Afrique et plein d'Autres choses...)

Le GRAAA organise un jeu théâtral sur les relations commerciales agricoles UE /Afrique. Ce jeu vise à faire comprendre, (à travers le parcours de paysans européens et africains) la difficulté des pays africains à assurer leur souveraineté alimentaire (vu la baisse du coût des matières premières exportées et la concurrence des produits importés) et les conséquences du productivisme en Europe.

14h - 17h Présentation de plusieurs films réalisés par les vidéophages.

(<http://lesvideophages.free.fr/>) à l'Arche dans l'enceinte de l'Université du Mirail.

14h - 16h Conférences sur le thème de la consommation et l'agriculture avec Mr Berthelot (agroéconomiste, auteur du livre: «L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation», www.solidarite.asso.fr/actions/Agriculture.htm), et M. Besson, (Chargé du développement économique du commerce équitable, Minga, <http://www.minga.net/>).

18h - 19h Apéritif avec des produits issus de l'agriculture biologique proposé par la SCIC Resto-Bio et concerts.

Sur l'ensemble de la journée, il sera proposé un «Grand don».

Le **GRAND DON** est un don collectif effectué par des inconnus à d'autres inconnus. Les donateurs, avertis à l'avance, réunissent des objets qu'ils souhaitent offrir (livres, disques, vêtements, bibelots, bijoux, jeux, divers...) et les passant les prennent au grés de leurs envies.



Contacts

Promotion Moutons rebelles
moutonsrebelles@no-log.org

Master Pro La Nouvelle Economie Sociale
Université Toulouse II Le Mirail
5, allée Antonio Machado
31058 TOULOUSE CEDEX 9





AACCeSS, c'est parti !

ACCeSS, l'Agence Associative de Communication, Création et Services Solidaires, se dévoile.

AACCeSS revisite le concept de communication dans un rapport de proximité à autrui, d'émancipation, de développement personnel et de cohésion sociale.

Comment envisager l'écrit afin de produire une activité économique productrice de liens, de cohésion sociale, de socialité ?

Comment favoriser l'émergence des désirs, l'émergence d'une pensée porteuse d'un sens collectif, tels sont les questionnements qui ont jalonné la création de l'Agence ACCeSS.

Pour ce démarrage, nous offrons un service d'écrivain public et de lectures.

Le service d'écrivain public c'est d'abord un service de proximité. Il s'adresse à tous ceux qui rencontrent des difficultés relatives à la langue et l'écrit, mais aussi à un public en quête d'excellence de l'écrit, sensible au respect de la langue française, ses règles grammaticales, orthographiques, syntaxiques, son code typographique.

Médiation administrative, électronique (correspondance et dossiers en ligne), offres de candidatures, curriculum vitae, récits de vies, courriers privés, mais aussi gestion de contenus éditoriaux, comptes-rendus professionnels, graphisme, en direction des associations, des collectivités, des entreprises de l'économie solidaire, forment notre quotidien.

Revisité dans son contexte contemporain notre service de l'écrit est riche de sa diversité.

AACCeSS intervient également au domicile des personnes confrontées à un problème de mobilité.

Les lectures. Très simplement, on ouvre un livre, à domicile, au sein d'une crèche, d'une maison de retraite, pour partager le temps privilégié d'une histoire, d'une rencontre autour d'un texte, d'un conte ou encore, on peut lire le journal.

Nos lectures prennent parfois des allures de fête et peuvent donner lieu à une soirée à thème, entre amis, à domicile.

À destination des enfants, elles peuvent faire l'objet d'un cadeau d'anniversaire. L'Agence ACCeSS propose également l'intervention de conteurs à domicile. Moments partagés, temps entre parenthèse, la lecture invite à une expérience singulière d'ouverture sur le monde, de don, d'échange et de rêverie.

La qualité est notre exigence, qualité d'accueil, d'écoute, respect de la confidentialité, qualité de nos prestations.

Les écrits produits sont soumis à l'expertise. L'expérience professionnelle et la qualification (master en édition) garantissent notre sérieux.

Nos lectures en direction d'un groupe de personnes, crèches, maisons de retraites, établissements publics, sont soumises à cette même exigence et font généralement l'objet de projets spécifiques guidés par des professionnels, comédiens, interprètes.

Nous souhaitons avoir le plaisir de vous rencontrer bientôt !

Les Etats généraux de l'économie sociale et solidaire

Les Etats généraux de l'économie sociale et solidaire se sont déroulés le samedi 24 février à l'Hôtel de Région à Toulouse. La matinée a été consacrée au bilan des actions régionales et à des témoignages de créateurs d'entreprises.

Quelques extraits de l'intervention de **Martin MALVY**, Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées :

Parce que l'Emploi est la première préoccupation de nos concitoyens, parce que c'est aussi un facteur d'exclusion majeur, la Région a souhaité intervenir dans l'économie sociale et solidaire dans le cadre de ses compétences et de ses priorités : l'emploi, la formation, l'action économique et l'aménagement du territoire. Elle a lancé un appel à projets en 2006 en direction des pays et PNR.

Elle intervient dans le cadre de la Politique de la Ville et apporte son soutien à des outils financiers : partenariat avec France Active, l'ADIE, entrée au capital d'IéS.

L'après-midi, **Jacques Prades**, Chercheur économiste a présenté l'étude réalisée par **CERISES** (Centre Européen de Ressources sur les Initiatives Solidaires et les Entreprises Sociales) en 2006 «Quelques pistes de réflexions pour les initiatives solidaires et les entreprises sociales en Région Midi-Pyrénées»

L'objectif est de substituer aux Appels à projets **une politique de programme** avec sa méthodologie.

Trois propositions sont ressorties :

1. Affirmer l'engagement de la Région.
2. Cartographier l'existant des initiatives d'économie solidaire.
3. Créer un pilotage structuré en cinq collèges (ressources informationnelles, ressources financières, mode de production, mode de circulation et y ajouter l'Etat).

René-Marc Willemot a ensuite présenté l'avancement du processus d'Appel à projets en économie solidaire lancé par la Région auprès des Pays et Parcs Naturels Régionaux :

Les projets relèvent spécifiquement de l'économie solidaire : initiatives citoyennes, respectueuses des usagers, des salariés et de l'environnement. Ils mettront en œuvre une gestion démocratique et concertée et veilleront à la rentabilité économique et sociale de l'activité. Les axes privilégiés :

- Favoriser le développement local,
- Rééquilibrer géographiquement l'intervention régionale en matière d'économie solidaire,
- Soutenir l'innovation sociale et créer des emplois de qualité,
- Faire mieux connaître cette économie.

Des invités d'Espagne et du Sénégal, **M. Malèye Ahmadou Diagne** et **M^{me} Fatoumata Beye Gaye**, ont témoigné de l'activité du Réseau Intercontinental pour l'économie Sociale et Solidaire : **RIPESS**.

Marie-Pierre Vieu, Vice-Présidente en charge de l'économie sociale et solidaire a clôturé ces Etats Généraux, en posant quelques jalons pour la suite.

La Région aide, à hauteur de 7 millions d'euros, l'économie solidaire et le développement durable.

Développer des politiques spécifiques, faire le choix du mieux disant social et environnemental, travailler avec les marchés publics.

La Région travaille à des missions de qualité : **l'Agenda 21** sera voté en mars prochain. De même, favoriser le bien vivre, le bien consommer : il convient de consolider, les circuits courts en les aidant à s'intégrer dans le territoire.

Les actions à poursuivre :

- Continuer à mieux cartographier, mieux se saisir de la réalité de l'économie solidaire régionale.
- Développer des outils d'observation et de l'épargne solidaire.
- Développer des outils financiers comme Adie, IéS.
- Favoriser la rencontre, l'échange pour se doter, ensemble, d'une stratégie globale :
 - Consolider les structures existantes,
 - Se doter d'une CRESS dynamique,
 - Développer des expérimentations locales sur le territoire.
- Besoin de complémentarité entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Sur la question de la gouvernance, il est nécessaire de se doter d'une stratégie d'ensemble en intégrant l'action de la Région. Cela fera l'objet de la poursuite des débats.

La Région poursuit ses consultations et nous donne rendez-vous dans quelques mois.



régional

L'Union Régionale des SCOP

propose des réunions d'information mensuelles sur le statut des coopératives de production. Prochaines dates à retenir : de 9h30 à 12h les mercredis

- 14 mars • 18 avril • 16 mai
- 13 juin • 11 juillet 2007

Renseignements et inscriptions à l'Union Régionale des SCOP - 6 rue Bernard Ortet - 31500 TOULOUSE
Tél : 05 61 61 04 61
E-mail : urmplr@scop.coop

Journée de l'Economie Solidaire, 27 mars 2007

Faculté de Toulouse-Le Mirail
Thème : économie solidaire et citoyenneté
Motivations : l'année 2007 est une

année électorale (présidentielle+législatives). Au delà des urnes et de la démocratie représentative, comment l'ESS peut être porteuse de valeurs et de sens ? C'est aussi profiter de ce temps de débat pour parler des particularités de l'ESS.

Déclinaison sous 4 sous-thèmes : social, environnemental, culturel et politique

- Déclinaison sous des valeurs :
- solidarité : relations nord/sud, précarité, ...
 - respect du patrimoine environnemental : énergies renouvelables, ...
 - développement de liens de proximité et internationaux.

Organisation de débats - autour de l'économie : économie de marché et économie sociale - autour des projets politiques et de la place de l'économie sociale dans ceux-ci.

national

Les écosolies, Journée d'études et de mobilisation de l'économie sociale et solidaire. **Judi 29 et vendredi 30 mars 2007**, organisées par l'association les écosolies. Cette année le thème portera sur «**Créer et développer des activités et des emplois**».

La Semaine du développement durable 1^{er} au 7 avril 2007.

Objectif : informer largement le grand public sur le développement durable, les domaines qu'il recouvre (transports, biodiversité, changement climatique, déchets...) et les enjeux, à travers des actions concrètes ; de motiver et de soutenir des changements de comportements en expliquant les

bonnes pratiques quotidiennes à adopter en faveur du développement durable de mobiliser le public sur des objectifs nationaux de développement durable (par exemple, dans le cadre de la réduction de 3% par an des gaz à effet de serre d'ici 2050). Les précédentes éditions de cette manifestation ont permis une prise de conscience collective et une mobilisation sans précédent autour des grands enjeux sociaux, environnementaux et économiques actuels.

FEDERE 2007

29 et 30 mars 2007

Innover pour durer - Avec un atelier Métier en Directeur du Développement durable : Quelles compétences ? Quelles responsabilités ? Quelle organisation de la fonction développement durable dans l'entreprise ? Palais des Congrès - Paris.

Jean-Yves, brasseur bio en Dordogne (24)
prêt n° 1052 de 13 720 €
pour le réaménagement
de la brasserie du Canardou

**vous épargnez à la Nef,
nous finançons
des projets professionnels,
tous respectueux de l'homme
et de son environnement.**

0 811 90 11 90
0811 90 11 90
0811 90 11 90
0811 90 11 90

la Nef 114, bd du 11 novembre 1918
13272, Villeurbanne Cedex
tél. 04 77 12 11 24
courriel : nef@lanef.com
www.lanef.com



**pour une économie
solidaire !**

La revue régionale d'information d'économie sociale et solidaire

COUPON D'ABONNEMENT

Abonnement particuliers : 15 €

Prix unitaire particuliers : 3 €

Abonnement partenaires (associations, ONG, mutuelles, coopératives, entreprises) : **30 €**

Abonnement collectif

formule 5 exemplaires = 45 €

formule 10 exemplaires = 70 €

Abonnement collectivités territoriales : 50 €

Abonnement collectif

formule 10 exemplaires = 90 €

formule 30 exemplaires = 220 €

formule 50 exemplaires = 330 €

- Répertoire des initiatives sociales et solidaires en région Midi-Pyrénées 2006 : 8 €
- Veuillez trouver ci-joint mon règlement pour un montant total de€ à l'ordre d'AdepES.

Nom, prénom

Adresse.....

Code postal.....Ville.....Tél.....courriel

A renvoyer à :
ADEPES
Maison de l'Economie
Solidaire
73 chemin Mange-Pommes
31520 Ramonville St Agne
05 61 73 04 86
contact@adepes.org

Bibliographie - sites internet



Ouvrages

■ Dictionnaire de l'autre économie

Jean-Louis Laville et Antonio-David Cattani

Le libéralisme passe pour le seul modèle possible. Son succès a longtemps laissé dans l'ombre

une partie importante de l'économie réelle. Cette prétention est aujourd'hui contestée, en particulier par le mouvement de l'altermondialisation. Mais, loin de se réduire à la seule critique, ce dernier élabore des propositions concrètes afin de promouvoir plus de solidarité et de démocratie. Visant à favoriser cette réflexion sur l'autre économie, cet ouvrage propose la première synthèse fiable et accessible des connaissances disponibles. Interdisciplinaire autant qu'international, il offre une définition approfondie d'une soixantaine de thèmes clés : commerce équitable, développement durable, organisations internationales, secteur public, droits des femmes... Ces notions s'inscrivent dans l'histoire comme dans l'actualité la plus récente. Outil indispensable pour les acteurs, les chercheurs et les étudiants, cet ouvrage allie une approche théorique à la prise en compte de pratiques sociales jusqu'ici méconnues.

Jean-Louis Laville est sociologue, professeur au CNAM et codirecteur du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS-CNAM) à Paris. Antonio David Cattani est sociologue, professeur titulaire de l'Université fédérale de Rio Grande do Sul à Porto Alegre.

Poche : 720 pages - Editeur : Editions Gallimard; Édition : édition revue et augmentée (5 octobre 2006) - Collection : Folio actuel - ISBN-10: 2070319164



■ L'éthique économique / Damien Bazin

Éthique et économie sont-elles conciliables ? L'économie a pour objet la production de richesses, mais doit-elle pour autant abandonner toute exigence morale ? A-t-elle encore intérêt à jouer comme naguère le cynisme et à faire couler «les eaux froides du calcul égoïste» ? Cet ouvrage explique pourquoi et comment la préoccupation éthique, de marginale, est devenue partie intégrante de la réflexion économique. Première synthèse universitaire sur le sujet, il retrace le parcours concrètement accompli et présente les dispositifs existants. Au-delà, il dégage l'importance désormais consentie de prise en compte effective. Au total, ce livre dessine avec clarté et sens prospectif les contours d'une mutation économique d'ampleur qui pourrait bien s'affirmer comme le véritable corollaire d'une mondialisation réussie. Il répond aux attentes de tous ceux, étudiants, professionnels ou citoyens éclairés, qui sont conscients que se dessine actuellement un au-delà des débats traditionnels opposant le «profit» aux intérêts du grand nombre, et que la mutation la plus probable du capitalisme ne sera pas nécessairement son enlèvement ultra-libéral.

Damien Bazin, docteur en science économique, enseigne à l'université de Marne-la-Vallée. Il collabore au Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3ED) à l'université de Versailles.

188 pages. - Editeur : Armand Colin (6 juillet 2006). - Collection : Cours. économie.- ISBN-10: 2200345194



■ Rendre la création monétaire à la société civile : Vers une économie au service de l'homme et de la planète / Philippe Derudder

Les solutions préconisées pour résoudre misère, épuisement des ressources, pollutions, chômage, violence, etc. se heurtent invariablement à la quantité d'argent que l'on y consacre. Le capitalisme néo-libéral n'a qu'une réponse : la «croissance» ! Or, elle aggrave les problèmes et conduit à l'impasse... Existe-t-il donc une alternative crédible ? Philippe Derudder explore une piste méconnue : la réappropriation du pouvoir de création monétaire pour que l'argent, au lieu de limiter les hommes devienne l'allié de leur réalisation. Le langage simple et vivant de ce texte rend le sujet accessible à tous. La démonstration s'articule en trois points : d'abord comprendre des notions de base. Exemple : l'émission de monnaies porteuses d'intérêts par des banques privées etc. s'appuyer ensuite sur des expérimentations historiques rassemblées ici et mises en perspective : monnaies fondantes en Europe, les SELs, l'Argentine, l'Ithaca Hours, les BARTERS,... enfin, une expérience originale, pour aider la société et l'entreprise à s'ouvrir à une dynamique plus respectueuse de l'individu, de l'intérêt collectif et de l'écologie planétaire sans pour autant bouleverser leur équilibre. Se réapproprier notre pouvoir de création monétaire apparaît comme une solution efficace à une planète vivable pour les générations à venir.

240 pages, Paris : Editions Yves Michel, 2005. - Collection : Economie - ISBN-10 : 2913492355



Revue

■ POUR / Revue du Grep : Groupe de recherches pour l'Education et la Prospective

Trimestriel. Les articles parus des n°174 à 187 traite de l'Education/Formation. Depuis 1967, le GREP édite la revue POUR qui propose, sous la forme de numéros spéciaux, un panorama aussi large que possible des connaissances et des points de vue sur des questions de société liées à l'évolution économique, sociale et culturelle. La rédaction des numéros, confrontant analyses et expériences, fait appel à des compétences diverses : chercheurs, experts praticiens, responsables d'association, décideurs politiques, responsables syndicaux...

ISSN : 0245-9442. 13-15, rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris - 01 48 24 50 36 • www.univ-paris8.fr/

Racine (Réseau d'appui et de capitalisation des innovations européennes) - 73, rue Pascal? 75013 Paris - 01 44 08 65 10 • www.racine.asso.fr/

■ Ressources, La Lettre de l'ORAVEP

(Observatoire des Ressources Audio Visuelles de l'Éducation permanente)

Mensuel. 6, bld Saint-Denis. 75010 Paris

01 44 52 78 00 • www.oravep.asso.fr/

■ Revue française de pédagogie / INRP (Institut national de recherche pédagogique)

Trimestriel. 29, rue d'Ulm - 75230 Paris cedex 05

01 46 34 90 00. Abonnement : 01 46 34 90 81 • www.inrp.fr/

■ CARIF

La plupart des CARIF (Centres d'animation et de ressources de l'information sur la formation) publient des revues/lettres d'information régionale sur la formation. • www.intercarif.net/

Sitographie

■ <http://reseau21.univ-valenciennes.fr/seformer/specialisation/format.htm>

De nombreuses universités proposent de se former et de se spécialiser en économie sociale et solidaire. La plupart de ces universités sont regroupées dans un réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire. Réseau 21 est le Centre de ressources sur l'économie solidaire et le développement durable initié par l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis. On peut aussi s'informer auprès des centres de recherche, des centres de ressources et des principaux réseaux d'acteurs.

■ http://w3.univ-tlse2.fr/cerises/dossiers/dossiers.php?id_dossier=17

Cerises contribue à créer les conditions pour le développement d'une économie sociale et solidaire. Le centre développe et diffuse la connaissance des initiatives solidaires et des entreprises sociales : à destination du mouvement social, des porteurs de projets et professionnels, des pouvoirs publics et institutionnels et du monde académique.

Dans trois directions : la formation à l'économie sociale et solidaire particulièrement au sein de deux masters : professionnel et recherche (catégorie FORMATIONS), la publication de travaux de recherche et la réalisation d'expertises (catégories RECHERCHES), le projet d'une base de données des initiatives solidaires et des entreprises sociales (catégorie INITIATIVES) : actuellement une vingtaine d'expériences ont été analysées.



Pour une économie Solidaire ! ISSN 1299-6750, CPPAP 0403G80498

Directeur de publication : Jean Claude Conjard

Coordination de la rédaction : Alexandra Vélard et Manda Randriamahefasoa

Comité de rédaction : Jean-Claude Conjard, Jean-François Guilbot, Jean-François Van den Bossche, Alexandra Vélard, Manda Randriamahefasoa, Evelyne Nybelen, Marius Chevallier, Claire Landat, Carole Donaty (Adepes)

Ont participé à ce numéro :

Jean-Pierre Chollat, Edith Alquier, Stéphane Henin, Elody Gourry, Nadine Messias, Anaïs Bourry, Philippe Derudder, Christian Lefeuve, Jean-François Guilbot, Marius Chevallier, Rosette Combes, Promotion Moutons rebelles, Master Pro la Nouvelle Économie Sociale, Carole Donaty, Jean-François Van den Bossche, Claire Landat, Alexandra Vélard, Manda Randriamahefasoa, Jean-Paul Pla, Stéphanie Potier, Jean-Claude Conjard, Evelyne Nybelen, Fabrice Ruffier, Hélène Ménard, Bruno Thouvenin.

Illustrations : Tim Bastian, photos des structures présentées dans ce n°, pictogrammes réalisés par Sandrine MARINO.

Maquette et impression : Imprimerie 34, 6/8 rue de Bagnolet, BP 34, 31023 Toulouse Cedex, Tél.: 05 61 43 80 10

Editeur : Adepes, Maison de l'Économie Solidaire, 73 chemin Mange-Pommes, 31 520 Ramonville St Agne, Tél./Fax : 05 61 73 04 86.

Courriel: contact@adepes.org

Site internet : www.adepes.org

Pour une économie solidaire !

est réalisé avec le soutien de :

